

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

DIMANCHE 16 - LUNDI 17 OCTOBRE 1977 - N° 534

Commission paritaire n° 56942 - Tél : 636.73.76

1,70 F

Boeing détourné à Dubaï

ULTIMATUM DE LA «R.A.F.»

Radio et TV Française à l'heure allemande

Quarante jours après l'enlèvement de Hans Martin Schleyer, le chef du patronat allemand, le groupe de la RAF («*Fraction Armée Rouge*») a décidé d'accélérer le dénouement de l'affaire. Il menace d'exécuter avec Schleyer les 91 passagers qu'il a pris en otage dans le Boeing détourné, si le gouvernement de Bonn ne libère pas les onze membres de la RAF qu'il détient, et si Istanbul ne libère pas deux Palestiniens emprisonnés en Turquie. «*C'est la dernière fois que nous prenons contact avec vous*», déclare l'ultimatum qui expire dimanche.

Jusqu'à présent, le gouvernement de Schmidt avait tergiversé, espérant gagner du temps pour repérer le lieu de détention de Schleyer, afin de le prendre d'assaut. La volonté des autorités allemandes jusqu'ici, d'agir avec la manière forte, a été confirmée par l'envoi à Chypre d'un Boeing, chargé d'unités «*anti-terroristes*» mais sans succès puisque l'avion des otages avait déjà décollé pour Dubaï.

Quoiqu'il en soit, qu'il cède à l'ultimatum ou qu'il tente d'en finir sans craindre un bain de sang, dans les deux cas, le pouvoir allemand va en tirer prétexte pour justifier des moyens de répression accrus, un quadrillage policier de la population, plus intense, une restriction plus grande des libertés démocratiques, renforçant le caractère fascisant de l'Etat allemand.

Lire la suite de notre article en page 7

ASSISES NATIONALES DU PATRONAT

LA GRANDE PARADE



Le CNPF s'estime mal connu du public et injustement attaqué. Pour remédier à cet état de choses, il tient une série d'initiatives au cours du week-end afin de mieux révéler «*ce combat de l'ombre que livrent les chefs d'entreprise pour qu'elle soit toujours*

plus au service de l'homme» comme dit Ceyrac avec des trémolos dans la voix.

La parade commence par une journée «*portes ouvertes sur l'entreprise*» au cours de laquelle 100 patrons viendront tenir des forums sur des thèmes aussi intéressants que «*la com-*

munication dans l'entreprise» ou «*bien être rôle de l'encadrement*», ou encore «*l'amélioration des conditions de travail, le bilan social*»...

Ils en auraient des choses à dire sur le bilan social, les centaines de milliers de chômeurs. Et sur les conditions de travail, les témoignages des travailleurs qui au fond des mines, dans les hauts-fourneaux ou ailleurs perdent leur santé et trop souvent leur vie, sont un réquisitoire implacable contre la démagogie patronale. Un détail intéressant : un de ceux qui viendront parler du rôle de l'encadrement s'appelle Toussaint. Dans un passé pas très lointain, c'est lui qui dirigeait la répression contre les 23 de Bourgogne-Electronique ! Pas besoin de commentaires ! Ces grandes manœuvres du patronat, on s'en doute, font partie de l'offensive de préparation d'un certain mois de mars 78.

SELON UN RAPPORT BALISTIQUE

ZEMMOUR TUÉ A BOUT PORTANT

On se souvient de l'affaire du Thélème en mars 1975. La brigade anti-gang fait irruption dans le bar le Thélème, à la suite d'une fusillade, deux truands dont William Zemmour sont relevés morts. La brigade anti-gang prétend qu'elle a ouvert le feu pour riposter aux tirs des Zemmour. Telle est la version officielle accréditée par Poniatowski. Aucun rapport balistique n'avait été publié pour étayer cette version.

Or, un journal étranger vient de publier le rapport d'un expert en balistique qui a examiné le corps de William Zemmour, selon lui, le truand a été tué à bout portant, le pistolet qu'il portait à la ceinture n'a pas été dégainé. La brigade anti-gang aurait donc tiré la première et pour tuer, non pas pour se défendre.

(Voir page 5)

Tito-Giscard : fin des entretiens

Malgré les convergences qui sont apparues au cours des entretiens entre Tito et Giscard, la bourgeoisie française ne donne pas au chef d'Etat yougoslave les moyens concrets d'échapper aux tentatives de «*déstabilisation*» que font peser sur la Yougoslavie les superpuissances : elles disposent aujourd'hui de moyens de pressions à l'intérieur même de la Yougoslavie.

(Voir page 9)

Un budget en droite ligne du plan Barre

(Voir page 12)

Peyrefitte exclut un éducateur



Jean-Pierre Sanson, éducateur à Fleury-Mérogis a été exclu de l'administration pénitentiaire. Peyrefitte a éterné son habit vert tout neuf d'académicien en sanctionnant les éducateurs de Fleury-Mérogis. Pour Jean-Pierre Sanson, il a décidé une sanction plus dure que celle proposée par la commission de discipline.

(Voir page 4)

LE TEMPS DES COLONIES

Dimanche 16 octobre, au cimetière de Notre-Dame de Lorette, Giscard présidera une cérémonie d'inhumation du corps d'un soldat inconnu tué en Afrique du Nord. Quinze ans après, l'impérialisme français ne s'est pas renié. Il revendique encore comme sienne cette guerre d'Algérie, qui s'est traduite par le massacre d'un million de fils et filles d'un peuple dont le seul crime était de lutter pour sa liberté.

Naturellement, les préoccupations électorales ne sont pas loin : cette mesure vient évidemment compléter la récente loi en faveur des anciens colons d'Algérie. Mais le gouvernement n'est pas seul à les partager. L'Humanité de samedi-matin donnait largement la parole à «*la Fédération nationale des anciens combattants d'Algérie*», dont les membres se plaignent d'être «*considérés comme des combattants au rabais*».

Mais contre qui se battaient donc ces «*combattants*» ? Pour quelle cause ? Là dessus,

l'Humanité, comme la FNACA, fait le silence le plus complet : disons donc à leur place que ce n'est pas, que ce ne sera jamais une gloire, d'avoir été enrôlé dans les forces du colonialisme. Au reste, si tant de jeunes sont partis, entre 1954 et 1962, réticents, mais désorientés, le PCF, qui continue aujourd'hui à refuser de dénoncer la guerre coloniale, y a sa large part de responsabilité : pas une fois, au cours de ces huit années, il n'a pris position en faveur de l'indépendance algérienne. Pas une fois, il n'a appelé à la solidarité avec le Front national de libération.

Georges Marchais : tous ceux qui, aujourd'hui, se posent encore, à la faveur de cette sinistre cérémonie, en champions de la cause perdue du colonialisme, tous ceux-là, à l'époque, avaient déjà choisi leur camp : ce n'était celui, ni du peuple algérien, ni du peuple français, mais de leur ennemi à tous deux.

LUTTES OUVRIERES

Bergeron «l'invité permanent» de l'Elysée

Bergeron reprend son bâton de pèlerin. Il sera reçu le 4 novembre par Barre et le 17 par Giscard. Bien sûr, dès aujourd'hui, tout ce que l'on rassemble sous le vocable de «grands moyens d'information» est mis à la disposition pour organiser la publicité autour de ces «actions» du chef de FO ; ce qui fait dire à de nombreux travailleurs : «mais on ne voit que lui en ce moment à la télé».

Mais que va donc faire le lèche-carpette chez ses maîtres de l'Elysée et de Matignon ? Bergeron joue au visionnaire à présent : «J'ai de bonnes raisons de penser, affirme-t-il, que la 5^e semaine de congés pourrait être accordée sans trop de difficultés, et ajoute-t-il, peut être pour 78 !». On serait curieux de connaître les «bonnes raisons» de Bergeron.

En tout cas, vu le rythme des visites qu'il fait à l'Elysée, il aurait tout avantage à y loger.

Seguy pêche en eau trouble

Séguy estime qu'une réunion entre les directions de la CGT, de la CFDT et de la FEN est «non seulement souhaitable et possible mais impérieuse». Il indique dans une interview au Monde que «des contacts ont lieu en ce moment, notamment en ce qui concerne la coordination de l'action au niveau du secteur public et nationalisé».

Ah bon ? de quelle action parle donc Séguy ? Il a déployé des masses d'énergie avec ses compères depuis le début de l'année pour freiner, saboter, retarder tout mouvement, et particulièrement dans le secteur public et nationalisé ; et voilà maintenant qu'il parle de coordonner l'action dans ces secteurs ! Il y aurait de quoi rire si la satisfaction des revendications des travailleurs n'était repoussée aux calendes grecques. Mais, le ridicule tourne à la provocation quand Séguy (et d'autres) affirment sans rire «qu'il faut donner une suite au 24 mai». De qui M. Séguy veut-il se moquer ? Ou alors, serait-ce une sorte de moyen de pression, de chantage exercé sur un des partenaires de gauche pour le contraindre à céder aux exigences de l'autre ? La manipulation des travailleurs pour des intérêts qui leur sont étrangers en somme...

En bref...En bref...

● La direction de la compagnie aérienne UTA persistant dans son refus de prendre en compte les revendications du personnel navigant, ceux-ci ont décidé de se mettre en grève du mercredi 19 octobre au samedi 22 à minuit. Le mouvement sera aussi suivi dans les bases UTA de Sydney, Los-Angeles, Tahiti et Nouméa.

● Sur le chantier de la future centrale nucléaire de Paluel, en Normandie, les travailleurs en grève ont reconduit leur mouvement. Ils exigent la même grille de salaires que sur les autres chantiers EDF, l'amélioration des conditions de travail, le paiement des primes de déplacement et des heures supplémentaires.

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 324 Paris Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris
Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

Foyers Sonacotra : 3 ans de grève

MALGRE LA RÉPRESSION,
LA GREVE ETENDUE
A 85 FOYERS

● Trois ans de lutte des résidents des foyers Sonacotra. 1976 : c'était la tentative de la direction des Foyers de casser la grève par le biais de la division, en tentant de faire signer des accords-bidon, foyer par foyer. Cette manœuvre à laquelle œuvrèrent activement les révisionnistes de la direction CGT, s'avérera un échec, qui prend d'ailleurs toute sa signification aujourd'hui puisque la plupart des foyers concernés sauf deux (La Courneuve et le foyer Allende à Saint-Denis) sont

Où en est la lutte des résidents ? «La première chose qu'on peut dire, c'est qu'il y a le retour de nos camarades expulsés».

C'est une grande victoire pour nous. Ça fait maintenant plus d'un an que 18 camarades ont été expulsés. Il y en a maintenant 11 qui sont rentrés. Bientôt, cinq nouveaux vont rentrer. Il n'en reste que deux de Champigny qui ont été refusés par le Conseil d'Etat parce que quarante flics habitant le foyer ont signé une pétition contre eux. La lutte continue donc mais les résidents ont remporté une victoire totale contre ce qu'il est convenu d'appeler une grave attaque de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Une victoire qui met, s'il en était besoin, à bas les affirmations des directions syndicales comme quoi «force est de constater que le comité n'a jamais réussi à imposer un rapport de force faisant céder la Sonacotra». Mais qui donc a permis ce retour (tâches essentielles ces derniers mois) sinon la lutte des résidents ?

«Si, après l'expulsion, on avait arrêté et payé les loyers à nouveau, ils ne seraient jamais rentrés et ce serait fini». Cette victoire est d'autant plus importante que, comme le soulignait devant nous, un résident : «c'est la première fois qu'on voit des travailleurs expulsés revenir». Ce retour a été en outre imposé à la bourgeoisie dans une période où elle se targue de vouloir expulser des milliers de travailleurs immigrés.

VICTOIRE CONTRE
LÉS CHAMBRES
BLOQUEES :

Mais rien n'est définitivement acquis et la Sonacotra, soutenue par le gouvernement a choisi de contre-attaquer. Son but : casser la grève par des mesures permettant l'intimidation et l'expulsion des résidents en lutte et en particulier les délégués.

S'y opposer est la condition évidente pour continuer le mouvement et acculer la Sonacotra au recul. Les résidents s'y emploient et viennent même de remporter une victoire importante : «C'est notre seconde victoire. Après avoir gagné le procès contre la Sonacotra sur la question des «chambres bloquées» dernière-

ment. On est passé au tribunal pour cela contre la Sonacotra : quand quelqu'un partait en vacances, elle fermait la chambre à bloc et la louait. Comme cela, elle éliminait les grévistes au retour des vacances. Depuis ce procès, elle n'a plus le droit de fermer les chambres. Si elle le fait, elle doit payer une amende de 100 francs par chambre et par jour.»

Meeting des résidents du foyer Sonacotra à l'appel du Comité de coordination le 2 avril 1977



Il faut toutefois pour les résidents aujourd'hui riposter du tac au tac à d'autres mesures de la Sonacotra : «Il est possible que la direction de la Sonacotra mette en branle à nouveau la saisie-arrêt sur les salaires (loyers retenus sur le salaire et bloqués). Elle l'avait déjà essayé une fois l'année dernière. Ça n'avait marché que dans trois foyers sur vingt : à Pierrefitte, Montreuil et Saint-Denis. Comment ils procèdent ? Ils saisissent le salaire d'un certain nombre de résidents seulement durant quatre mois, car ça coûte cher et l'objectif est de toucher les plus actifs avec la complicité des gérants. Mais il y a un autre moyen de répression plus dangereux : c'est le refus de livrer les papiers. Un résident qui se présente avec des papiers périmés à la préfecture, on lui dit : «Il faut un certificat de domicile... Il peut l'avoir mais on lui demande alors : «Vous avez payé votre loyer ? Non ? Alors, je ne peux pas vous délivrer de papiers». Sur le certificat, il est marqué que tu ne payes pas. C'est ce qui s'est passé à Massy et à Etampes. A Massy, ils ont expulsé comme cela 35 travailleurs tunisiens. A Etampes, certains travailleurs ont alors versé un mois de loyer pour avoir les papiers. Mais la Préfecture leur a dit : «Il faut

actuellement repartis en grève ! C'était alors la répression brutale : en avril 76, 18 travailleurs étaient expulsés de France ! Aujourd'hui, alors que la lutte continue et même s'étend, se développent deux tentatives visant à briser une fois de plus le mouvement : la répression d'une part et les discussions engagées par la Sonacotra avec les directions syndicales sur le dos du Comité de Coordination, d'autre part.

payer tous les loyers ! A Massy, il y a eu une manifestation, ils ont donné quelques papiers. Mais il faut retenir que ça peut recommencer !»

85 FOYERS EN LUTTE

Riposter à ces menaces est important, mais plus en profondeur, c'est bien l'extension de la grève qui aujourd'hui est le meilleur

mité de coordination et de dire ensuite : «Vous ne représentez rien du tout, voilà la preuve !»

Manœuvre qui sera un échec, un résident nous l'affirmait : «On va ramasser toutes ces brochures. Et on les renverra à l'expéditeur. Nous sommes d'ailleurs impatients de voir ça !»

Richard FEUILLET

Figaro
France-soir :
Hersant licencie

Mercredi, se réunissait le C.E. de France-Soir. Avec le projet d'Hersant de regrouper l'impression de France-Soir et du Figaro à Saint-Denis, les licenciements commencent. Les premiers touchés sont 58 employés administratifs. Les rotos et autres ouvriers d'imprimerie seront eux aussi atteints en janvier.

Roanne :
liquidations dans
la bonneterie

La liquidation de la société Lebreton, qui emploie 47 personnes à Saint-Denis de Cabanne, où elle est installée depuis 1946, a été prononcée par le tribunal de commerce de Lyon. Une autre bonneterie, les Etablissements Le-winger, qui emploie 450 salariés, est mise en liquidation judiciaire. Elle poursuit son activité, un syndicat et un juge commissaire ont été désignés.

LUTTES OUVRIERES

Citroën aux assises du CNPF

CE QUI NE SERA PAS DIT DANS LE DÉBAT



«LE CONFORT S'AMÉLIORE DANS LES ATELIERS» ?

«Le confort s'améliore dans les ateliers», titre à la une du numéro de septembre du journal de la direction *Traction 2 000*, avec la photo d'un ouvrier téléphonant, depuis son atelier, de Nanterre à Alicante ! Mais pas de chance, à la veille même de ces assises, la CGT diffusait un tract sur les usines du 15^e arrondissement, Javel et Gutenberg, reprenant la liste des questions posées par les délégués CGT à la direction. Ainsi, à Gutenberg : bruit particulièrement intense aux cabines d'essai des moteurs. Le vestiaire

N° 1 est sale et surencombré, le sol n'est même pas carrelé, les douches sont sales car le personnel est insuffisant. Au transfert usinage 5 paliers, et sur la machine N° 38 327, des dégagements de brouillard de synchrolube. Les travailleurs respirent donc toute la journée ces dégagements de lubrifiant pulvérisé. Il paraît depuis plusieurs années, que le problème est à l'étude... Même situation au banc d'essai des moteurs, avec la fumée provenant de l'huile brûlée au contact des pipes d'échappement. Là aussi, question à l'étude...

A Javel, des ouvriers travaillent en équipe, dont

● Ce week-end, Citroën sera représenté aux assises du CNPF, «mieux comprendre pour mieux vivre», «portes ouvertes sur l'entreprise». Ses représentants participeront à deux débats : l'amélioration des conditions de travail et l'aménagement du temps de travail. Sans doute qu'après l'assassinat de Pierre Maître à Reims, par les membres d'un commando CFT Citroën, ils ont préféré ne pas intervenir dans le débat sur ce rôle de l'encadrement, et se limiter aux deux débats cités. Mais même si les conditions de travail sont moins connues que la répression anti-syndicale, les travailleurs de Citroën se battent aussi, chaque jour, contre la vie qu'on leur fait mener, à Javel ou à Aulnay, à Gutenberg ou à Clichy.

certain volontaires désignés d'office. Ils n'ont pas de self à proximité et doivent manger sur les lieux mêmes du travail. La direction répond qu'il existe un self à Gutenberg ! Précisons que la CGT a trouvé dans la nourriture servie au self, une présence anormalement élevée de staphylocoques. La CFT, qui gère le CE, ne pouvant nier le fait, n'a trouvé rien d'autre à dire que c'était «les staphylococos de service» !

Toujours à Javel, la direction, malgré ses démentis, a supprimé les sièges devant chaque poste de travail au fraisage, pendant les vacances.

Voilà sans doute ce que la direction appelle l'amélioration des conditions de travail ! Est-ce de cela que va parler M. Ravenel, représentant de Citroën au débat ?

LE MIRAGE DES PIEC

Quant à M. Tanguy, qui parlera de l'aménagement du temps de travail, on peut parier qu'il va faire une présentation idyllique des fameux PIEC, autrement dit «plan individuel d'épargne congé». Ce système mis en place récemment consiste à donner des jours de congés supplémentaires aux travailleurs qui ne sont jamais, ou que rarement absents dans l'année. Plus on manque, moins on en a.

Au delà de 15 jours d'absence, y compris pour maladie, il n'y a plus aucun jour de congé PIEC. Le plus fort, c'est qu'une partie de ces journées ne peut être prise que dans un grand nombre d'années. «Pour celui qui le désire, l'épargne réalisée en cours de carrière, permet en effet de devancer largement l'âge légal de la retraite ou de travailler à temps partiel en fin de carrière, pendant un certain nombre de mois ou d'années suivant les droits acquis».

Par ce mirage, la direction espère que les travailleurs hésiteront à se mettre en maladie, qu'ils attendront d'être vraiment très malades pour se soigner.

Autre «aménagement du temps de travail», sous prétexte de récupérer les ponts, la direction et sa CFT ont allongé d'une demi-heure la durée hebdomadaire du travail : 6 minutes de plus par jour, 12 minutes donc pour les 2 équipes, se traduisent pour la direction par 2 voitures LN par jour, à Aulnay. Auparavant il fallait 8 minutes pour faire une LN. C'est donc par une augmentation des cadences, qu'elle arrive à ce résultat.

Sur cela aussi, la direction citroën restera muette.

Monique CHERAN

Régie Renault

Débrayage d'une heure à Billancourt

La direction multiplie ses provocations

Vendredi matin, les syndicats CGT et CFDT de l'usine Renault de Billancourt appelaient l'ensemble des travailleurs à un débrayage d'une heure. Quoique diversement suivi, ce débrayage a tout de même rassemblé un peu plus de monde que d'habitude. La direction de la Régie n'est donc pas parvenue à retourner les 800 travailleurs qu'elle prive de travail depuis plus de 10 jours contre les grévistes comme elle l'espérait. Cela dit, la riposte n'est sans doute pas à la hauteur de l'attaque car la direction poursuit ses provocations contre les caristes en grève sans que la direction de la CGT ne s'émeuve outre mesure. Ainsi, jeudi soir les caristes en grève

étaient convoqués par la direction. Des négociations allaient-elles enfin s'ouvrir ? Pas du tout ! C'était uniquement pour informer que les heures de grève ne seraient pas payées, que la prime serait diminuée, et qu'un certain nombre de grévistes auraient à répondre de «leurs actes illégaux». En face de telles provocations, la direction de la Régie ne trouve guère que les lancinantes litanies, maintes fois rabâchées à longueur de tracts signés CGT : «Il faut négocier, il faut négocier...».

Ce n'est sans doute pas de cette manière que les revendications des caristes, et celles des autres travailleurs en grève seront arrachées.

80 licenciements chez Terrin (Marseille) «un aspect complémentaire...»

80 licenciements et mises à la retraite anticipée, telle est la dernière décision de la direction du groupe de réparation navale Terrin, à Marseille. Ils font partie du secteur Industrie, la majorité (54) de la Société des Ateliers de la Méditerranée. Pour la direction, il ne s'agit que d'un «aspect complémentaire du plan de redressement économique et financier».

Ces 80 licenciements s'ajoutent aux 700 déjà réalisés par les curateurs au mois de juin. Et la situation n'a pas l'air de s'améliorer. Les patrons pilotent à vue, commande après commande. Aujourd'hui, on parle d'un important projet de plateformes off-shore, conclu avec une société américaine. Le groupe Terrin a été divisé en trois : la division réparation navale, la division Sud-Marine et la division industrie. Rien ne garantit donc que ces nouveaux licenciements soient les derniers, le directeur général parlant de «conjuncture toujours difficile».

Dubigeon : journée de soutien aux grévistes le 20 octobre

La situation n'a pas évolué aux chantiers navals Dubigeon-Normandie à Nantes. On croyait que des négociations allaient s'engager rapidement après que la direction ait cédé sur le principe et accepté que s'ouvre des discussions sous l'égide de l'inspection du travail à Nantes. Mais il semble qu'elle soit revenue sur sa décision et qu'elle fasse à nouveau valoir ses exigences de ne négocier que lorsque les piquets de grève auront été levés puisque vendredi, le directeur régional du travail recevait séparément les syndicats et la direction.

Les grévistes en sont maintenant à leur sixième semaine de lutte et la mobilisation ne se dément pas. La semaine prochaine, un mouvement de solidarité de l'ensemble des travailleurs de la construction navale est prévu pour le 20 octobre.

Imprimerie SILIC (Lille)

Le tiers des ouvriers licenciés ?

La Silic (Société d'impression littéraire industrielle et commerciale) est une imprimerie qui emploie 257 travailleurs dans la banlieue de Lille, à La Madeleine. Elle fait partie des 5 plus grosses imprimeries de la région Nord. Elle est spécialisée dans le labeur et imprime des périodiques, des annuaires, des encyclopédies, des dépliants touristiques et des catalogues ; en particulier pour les 3 Suisses. Depuis 21 ans, il n'y a pas eu de licenciement.

Aujourd'hui 89 licenciements sont annoncés, soit le tiers du personnel. Comment en est-on arrivé là ? Le PDG, M. Dubar, s'est lancé dans des investissements énormes en matériel moderne, en particulier dans les machines à feuille offset, avec d'énormes prêts des banques. En juin 78, il était question d'un plan de sauvetage

indispensable, qui s'est traduit pour les imprimeurs par une augmentation des cadences et le renforcement de la discipline. Depuis le début de l'année, le PDG est flanqué d'un PDG adjoint, qui clame volontiers que «l'objectif de marche de l'entreprise, c'est le maintien de l'emploi». Un détail, il arrive de chez Boussac !

Une série d'instances judiciaires ont pris des décisions sur la Silic. Cela a débouché sur un plan de 89 licenciements. Le Tribunal de Commerce devait se prononcer sur ces licenciements ce samedi 15 octobre. L'inspection du travail devra se prononcer à son tour sur la demande de licenciements de la direction, au plus tard le 2 novembre. Tous les secteurs sont touchés, mais principalement le façonnage, qui devrait passer à la sous-traitance, et la



typo, qui doit être carrément abandonnée pour «non-rentabilité». Depuis longtemps, la direction préparait le terrain, refusant les clients pour la typo, développant la sous-traitance et multipliant par trois l'intérim.

Il semble que le plan de licenciements ne vienne pas de la seule direction de la Silic. Derrière elle, on retrouve le groupe Bayard Presse qui édite *Le Pèlerin*, *La Croix*, *Le Point*... et qui emploie des centaines

d'ouvriers. Des liens de type Groupement d'Intérêt Economique existent entre la Silic et Bayard Presse, qui envisagent les affaires «de manière complémentaire». En face d'eux, les travailleurs de la Silic ont un groupe important, et l'ensemble du plan de restructuration du Livre, le Plan Lecat. Ils sont décidés à se battre pour qu'il n'y ait pas de licenciement.

Monique CHERAN

INFORMATIONS GENERALES

le budget des prisons Construction de nouvelles prisons

Dans le budget d'austérité présenté par Barre, il y a au moins un poste en augmentation : celui des prisons. Les crédits de l'administration pénitentiaire s'élèveront pour 1978 à un milliard de francs, soit une augmentation de 23 %. Ces crédits serviront pour une part très faible à réparer les prisons trop vétustes, à consolider les murs, plus qu'à améliorer le confort des cellules, et d'autre part à en construire de nouvelles. Une maison d'arrêt est en construction à Nantes, une autre à Bois d'Arcy dans la région parisienne.

244 postes nouveaux seront créés, surtout des postes de gardiens, seulement 28 postes d'éducateurs sont créés.

Le nombre de prisonniers est en augmentation constante, les prisons sont surpeuplées et le problème risque d'aller en s'accroissant. Les tribunaux condamnant de plus en plus à des peines de prison. Le gouvernement s'attaque à la question en construisant des prisons, alors que près de la moitié de ceux qui sont incarcérés sont en prison préventive, dans l'attente de leur condamnation.

Paris : deux attentats

Vendredi à 2 h 20, une bombe a explosé devant le ministère de la Justice, Place Vendôme à Paris, plusieurs vitres ont été brisées. La bombe était placée dans une voiture Mercedes immatriculée en Autriche, stationnée près du ministère. Dans un communiqué les NAPAP (Noyaux Armés pour l'autonomie prolétarienne), revendiquent l'action et déclarent « Nous avons opéré en prenant le maximum de précautions vis-à-vis des passants éventuels. Nous exigeons l'application immédiate des revendications des détenus politiques en grève de la faim... »

Vendredi à 13 heures, une petite bombe de fabrication artisanale a explosé dans un couloir du Palais de justice, sans faire de dégâts si ce n'est quelques carreaux cassés.

Les grévistes de la faim, au nombre de neuf, poursuivent leur lutte pour obtenir le droit de réunion, le droit de visite, le statut politique. Oriach, Lapeyre, Gérard, les trois détenus, inculpés à la suite de l'exécution de Tramoni sont maintenus « au secret » depuis le 13 mai, ne peuvent même pas recevoir la visite de leur famille.

Apalategui : suspension de la procédure

La chambre d'accusation de la Cour d'Appel d'Aix-en-Provence devait examiner vendredi matin la demande d'extradition par le gouvernement espagnol de Miguel Apalategui. En l'absence du militant basque, elle a décidé, à la demande de l'avocat général de suspendre la procédure. Miguel Apalategui, libéré sous contrôle judiciaire le 6 septembre à la suite d'une grève de la faim ne s'est pas présenté au commissariat central de Marseille le 9 octobre, comme le stipulait l'arrêt de mise en liberté sous contrôle judiciaire. Malgré l'assurance donnée par l'Office français pour la protection des réfugiés et apatrides, la carte de réfugié politique n'avait pas été délivrée à Apalategui qui risquait sinon l'extradition, du moins l'expulsion.

Villeurbanne : numéris clausus pour les immigrés

La cité Oliver de Serres à Villeurbanne va être détruite. Le conseil général, après le conseil municipal a donné son accord au propriétaire, M. Simon dont on se souvient qu'il avait été enlevé le mois dernier et relâché au bout de deux jours. A la place de cette cité vétuste, 240 logements seront construits. Le nombre d'immigrés dans le nouvel ensemble sera limité à 15 %. Or actuellement la cité Oliver de Serres, est habitée dans une proportion importante par des immigrés qui vont donc se trouver expulsés. Le numéris clausus a eu l'approbation de la municipalité de gauche de Villeurbanne dont le maire n'est autre que Hernu membre du comité directeur du PS.

Besançon

CONTRE LES PROPRIETAIRES, LES VIEUX LOCATAIRES S'ORGANISENT

A la suite de notre série d'articles « La vieillesse qu'ils leur font », un lecteur de Besançon nous a fait part de l'organisation par la CSCV des vieux locataires de cette ville contre les expulsions, les hausses de loyers...

Les propriétaires sont particulièrement acharnés contre les personnes âgées, plus démunies et moins à même de se défendre, car souvent isolées. Les vieux sont les premières victimes des hausses de loyers illicites, des charges abusives, des brimades des propriétaires qui veulent les chasser de leurs appartements afin de réaliser des rénovations juteuses.

La CSCV (Confédération syndicale du cadre de vie) de Besançon cite plusieurs exemples :

— Madame M., 83 ans, obligée de mettre son bois et son charbon dans sa chambre. Son grenier qu'elle utilisait depuis 50 ans lui ayant été repris illégalement pour construire des studios alors qu'aucun permis n'avait été déposé.

— Madame R., 83 ans, privée de son jardin après 50 ans de location. Dans sa cuisine, le propriétaire fait mettre un W.C. sans



Les vieux locataires signent une pétition contre les expulsions.

respect des normes d'hygiène. Le loyer est augmenté de 120 %.

— Madame C., 77 ans, voit son loyer passer de 60 francs à 400 francs après qu'elle ait fait des aménagements et des réparations à ses frais. Elle vit dans l'insécurité, n'ayant ni portes ni fenêtres en bon état au rez-de-chaussée.

— Madame B., 72 ans. Il pleuvait dans sa chambre depuis 2 ans. Le propriétaire faisait la sourde oreille

aux réclamations. Il a fallu de multiples démarches et menaces du tribunal pour obtenir les réparations indispensables.

La CSCV mobilise les personnes âgées locataires et les organise contre l'exploitation des propriétaires, lutte avec elles pour le maintien dans les lieux, le refus d'engager les installations qui ne sont pas jugées utiles par les locataires et qui entraînent

des hausses de loyers importantes, le droit pour les locataires de bloquer leurs loyers sur un compte quand les propriétaires ne respectent pas les réglementations, le contrôle de la conformité des travaux et de l'utilisation des subventions, une justice gratuite et au service du peuple.

(CSCV
27, rue de la République
Besançon)

Justice 77 : le dossier de la justice à Paris

AREN A PARIS

Aren est aussi à Paris. Aren, c'est ce hangar où sont entassés les immigrés refoulés en France par la police, en attendant d'être mis dans le bateau ou l'avion de retour. La détention à Aren est illégale, elle ne relève pas d'une décision de justice, elle s'apparente à une séquestration.

A Paris, les immigrés ne sont pas détenus dans un hangar, mais au dépôt du Palais de Justice. Le dépôt est spécialement aménagé pour les recevoir. Une grande salle dans le quartier «hommes» pouvait jusqu'à l'année dernière contenir 150 personnes. Sont mis au dépôt en tant que «consignés administratifs» les étrangers sortant de prison, les étrangers à l'issue d'une garde à vue dans le cadre d'une procédure judiciaire, «mis en liberté» par le juge. Ce système illégal fonctionne depuis plusieurs années, sans provoquer d'émoi des magistrats qui en ont connaissance. Leur respect

des textes ne va pas jusque là.

Une plainte a été déposée au mois de mars par un immigré, Abderrahim Assali, détenu au dépôt. Il avait été interpellé le 7 mars 1977 à 20 heures 30 dans les couloirs du métro pour contrôle d'identité. Le 8 mars à 22 heures 30, il est conduit au dépôt dans le cadre d'une procédure pour faux papiers. Le 9 mars vers 10 heures, il est entendu par le substitut qui le remet en liberté. Malgré cette décision, il est maintenu au dépôt jusqu'au 11 mars à 18 heures. De là, il est conduit à la Préfecture de Police, où on lui signifie une décision de refus de séjour, avec obligation de quitter le territoire le 23 mars, le lendemain de l'audience fixée par le substitut.

Ces faits sont rapportés dans le dernier numéro de Justice 77, journal du syndicat de la magistrature qui traite particulièrement des tribunaux à Paris.

Peyrefitte exclut un éducateur

Peyrefitte le libéral, à peine terminé son discours de réception à l'Académie Française où il a fait l'éloge de l'écrivain vichyste Paul Morand a communiqué sa décision concernant les cinq éducateurs poursuivis de Fleury-Mérogis. Pour quatre d'entre eux, il a suivi l'avis de la commission de discipline : relâche pour Patrick Frison, avertissement pour Marie-Odile Chollet, mutation pour Hélène Crie et Philippe Pottier. Mais pour Jean-Pierre Sanson, auquel il était reproché d'avoir permis de téléphoner à des détenus, sous son contrôle, à leurs familles, Peyrefitte a aggravé la sanction en demandant son exclusion de l'administration pénitentiaire.

Le matin, la délégation des éducateurs au ministère de la Justice avait reçu une fin de non-recevoir. Le fait que Jean-Pierre Sanson soit exclu est significatif, car ce qui lui était nommé repro-

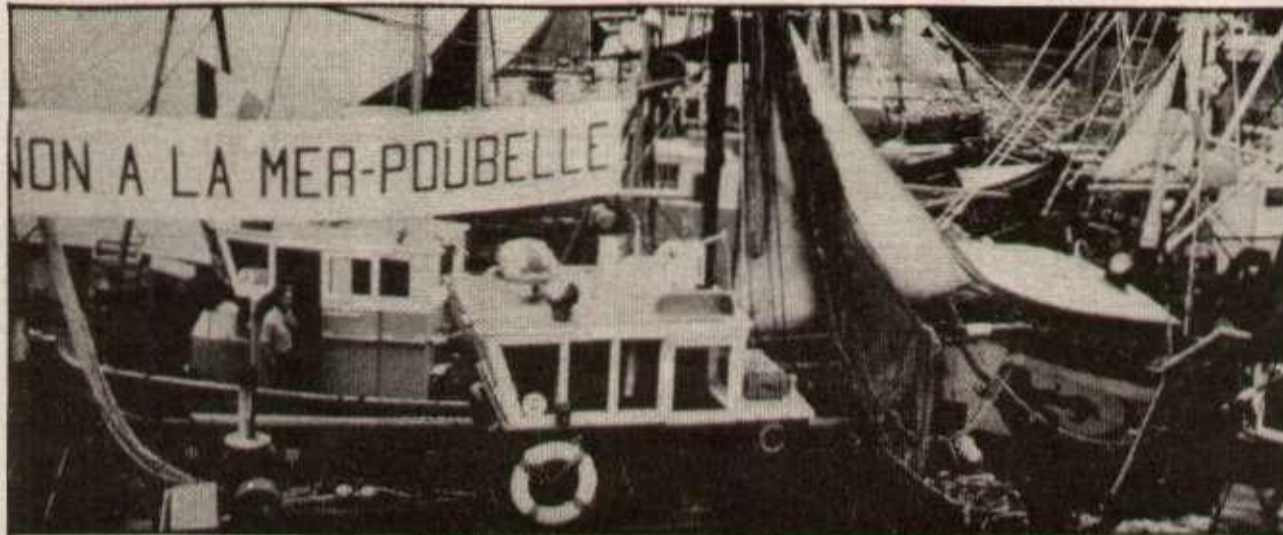
ché, plus que d'avoir permis à des détenus de téléphoner, c'est son comportement général, c'est-à-dire son attitude vis-à-vis des détenus envers lesquels il refuse de se comporter en maton et qu'il soutient contre l'arbitraire de l'administration pénitentiaire. Par cette sanction, Peyrefitte entend donner un avertissement aux éducateurs qui contestent de l'intérieur le système carcéral. Il leur signifie qu'ils ont à choisir entre l'exclusion de l'administration pénitentiaire ou la soumission.

A Fleury-Mérogis, la suspension de travail se poursuit chez les éducateurs au moins jusqu'à lundi.

Le cas de Marie-Odile Chollet et de Patrick Frison n'est pas réglé. Erbès, le directeur du personnel qui veut leur mutation a laissé entendre qu'il la demanderait lors de la prochaine réunion de la commission paritaire.

Venise : réunion sur la pollution en Méditerranée

UNE MER-EGOUT



A partir du 17 octobre et pendant cinq jours, des experts de dix-huit pays méditerranéens vont se réunir à Venise pour rédiger un traité destiné à contrôler l'écoulement des déchets industriels, des eaux d'égoût et des produits chimiques. Cette réunion est convoquée par le programme des Nations-Unies pour l'environnement qui avait déjà organisé une réunion à Athènes et une autre à Genève. Ces réunions n'ont pour l'instant donné aucun résultat tangible.

La lutte contre la pollution n'est pas un problème d'éducation comme l'affirment les gouvernements des pays capitalistes, il est lié au profit, les gros pol-

leurs sont les industries capitalistes. Comme le déclare Patricia Bliss, conseillère juridique au programme des Nations-Unies pour l'environnement : «*Les véritables scélérats en Méditerranée sont les usines qui rejettent des produits chimiques, des eaux d'égoût non traitées, traitées de façon inadéquates ou mal épurées (ce qui est le cas pour probablement 90 % de la totalité des eaux d'égoût déversées en Méditerranée) et des pesticides charriés par les cours d'eau dans les eaux côtières.*

Se baigner dans une eau pleine de pétrole, être assis sur une boule de goudron ou manger une huître au pétrole ne sont certes pas

chose agréable ni ne contribuent à de belles vacances en Méditerranée, mais ce genre de pollution visible n'a jamais fait de mal à personne. Le danger réel qui menace nageurs, amateurs de bains de soleil, et de fruits de mer provient d'une forme de pollution bien plus insidieuse : celle qu'on ne voit pas. Car la personne savourant du thon pour son dîner ne détectera pas les métaux lourds, comme le mercure, contenus dans celui-ci, pas plus qu'elle ne distinguera dans l'eau les microbes contagieux, souvent très dangereux.»

La pollution en Méditerranée est particulièrement critique : cette mer reçoit les déchets de nombreux

pays industriels européens, en particulier la France et l'Italie et c'est de plus une mer fermée où sont concentrées les déchets déversés. La flore sous-marine au large de Marseille, ville qui n'a pas de station d'épuration digne de ce nom et qui déverse directement dans la mer la quasi-totalité de ses déchets est gravement atteinte et pour une part irrémédiablement détruite.

La réunion de Venise aboutira peut-être à de nouveaux règlements mais les gros pollueurs sont passés maîtres dans l'art de violer les normes. Au mieux, cette réunion pourra donner un aperçu sur le degré de gravité des diverses pollutions.

Serge LIVET

Office d'HLM de la Région Parisienne

Révocation d'un ingénieur en chef

Le 19 septembre, le conseil d'administration de l'Office public d'HLM interdépartemental de la région parisienne était suspendu et une enquête était engagée par la Cour des Comptes sur la gestion de cet organisme. L'Office de la région parisienne gère un parc de 55 000 logements en 1976, il avait enregistré un déficit de 40 millions.

L'administrateur provisoire de l'Office a décidé la révocation de André Girard, ingénieur en chef de l'Office, responsable du service chauffage-entretien. Entré à l'office en 1961, Girard a été suspendu de ses fonctions le 7 juin sur la base d'un rapport de l'ancien directeur de l'office, Rattier qui lui reprochait plusieurs irrégularités : paiements de travaux plus ou moins réels, passation de mar-

chés irréguliers, fonctionnement irrégulier de la commission d'appel d'offres au bénéfice de certaines sociétés. La cause du déficit proviendrait pour une grande part des malversations commises au service du chauffage.

Cette décision de révocation de Girard n'est pas une surprise. Il était trop compromis, mais il n'est pas le seul ni le plus compromis dans la gestion de l'Office. Au mois de juin dernier, Rabourdin, ancien maire de Chelles (Seine et Marne), ancien député RPR, démissionnait de son poste de président de l'Office auquel il avait été nommé deux ans plus tôt. Rabourdin justifiait son départ par des raisons de santé. En fait, cette démission était un moyen d'échapper à une enquête sur sa gestion.

Fusillade du Thélème

William Zemmour aurait été tué à bout portant

Selon *Le Quotidien de Paris*, citant un article d'un journal étranger, un rapport d'expertise balistique tenu secret jusqu'à maintenant, démontrait que William Zemmour, chef du gang des frères Zemmour aurait été tué à bout portant.

Ce rapport balistique est en total contradiction avec les affirmations du ministère de l'Intérieur selon lesquelles, les frères Zemmour avaient ouvert le feu sur les policiers de la brigade antigang au café «*le Thélème*». Non seulement William Zemmour aurait été abattu à bout portant, mais son arme n'aurait pas quitté sa ceinture. L'expertise balistique qui établit ces conclusions a été faite par un des meilleurs spécialistes français le professeur Ceccaldi, mais tenue secrète par les autorités judiciaires. Selon lui «*l'enquête que nous avons*

menée aux infrarouges montre que, dans cette affaire, les balles ont été tirées entre 5 et 10 centimètres de distance de William Zemmour.

Le 21 octobre, s'ouvre le procès intenté par l'ancien ministre de l'Intérieur Poniowski contre Gilbert Zemmour pour diffamation. Ce dernier avait accusé la police d'avoir attaqué délibérément le Thélème et d'avoir assassiné son frère. A cette occasion, ce rapport balistique sera probablement évoqué.

Rappelons qu'après la fusillade, des policiers de l'antigang s'étaient rués sur un avocat algérien présent au «*Thélème*», M^r Benachenou et l'avaient roué de coups. La plainte portée par cet avocat n'a toujours rien donné, deux ans et sept mois après, et on parle d'une possible ordonnance de non-lieu.

Directeur de magasin condamné : il rançonnait les clients

Le tribunal correctionnel de Versailles a condamné M. Signoret, directeur d'un grand magasin Savéco à quatre mois de prison avec sursis et 1 000 francs d'amende. M. Signoret avait pris l'habitude d'exiger des clients qu'il soupçonnait de vol. La direction générale de Savéco a été jugée civilement responsable. Savéco avait déjà été condamné pour publicité mensongère à propos du slogan «*Savéco, impossible de trouver moins cher*». Si une chose était gratuite à Savéco, ce n'est que la justice particulière de M. Signoret qui appliquait avant l'heure les prescriptions de Peyrefitte.

Scission à «Que choisir ?»

Que choisir ? Gérard Laraize, membre de l'Union fédérale des consommateurs où il était responsable juridique, se posait la question. A la suite du changement d'organisation de l'UFC qui édite la revue *Que choisir ?*, changement qui renforce le poids des unions locales à la direction nationale, Laraize a finalement choisi d'aller ailleurs. «*Ailleurs*», c'est au mouvement jobertiste dont Laraize a été candidat aux dernières élections municipales. Il aurait l'intention de créer une nouvelle association «*non politique*» dit-il, par opposition à l'UFC qui s'oriente plus nettement à gauche.

Baisse de la criminalité

Selon les statistiques de la police judiciaire, la criminalité serait en baisse sensible. Elle aurait diminué de 4,6 % en 1977 par rapport à 1976. La délinquance et la criminalité moyenne diminuent alors que la grande criminalité augmente légèrement.

Si la criminalité baisse, les peines augmentent et s'alourdissent. Le nombre de prisonniers est en augmentation constante.

Incendie sur une plateforme pétrolière

La plateforme pétrolière Meersk qui fait de l'exploration pétrolière en Mer du Nord est en feu. L'incendie s'est déclaré à la suite d'une explosion qui a blessé deux ouvriers. Une fuite de gaz continue d'alimenter l'incendie, mais il n'y a pas de fuite de pétrole.

Boussac remis en selle par l'État

Le gouvernement vient une nouvelle fois en aide au groupe Boussac qui brade une partie de son empire textile. Il y a deux ans, lorsque Marcel Boussac, 86 ans avait passé la main à la tête de son groupe à son neveu, l'État avait accordé un prêt de 70 millions de francs. Malgré cette aide financière, le groupe Boussac, concurrencé par le textile artificiel, et les importations de textiles de Corée du Sud, de Philippines... continue à périr. En un an 4 000 ouvriers du groupe ont été licenciés, Jean-Claude Boussac annonce la fermeture de plusieurs usines dans les Vosges, ce qui provoquera 1 200 licenciements. Pour venir en aide une nouvelle fois à Boussac, sans pour autant empêcher les licenciements, le gouvernement a décidé le rachat par l'État des haras de jardy qui appartiennent au groupe. Ce haras est situé sur les communes de Vaucresson et de Marnes-la-Coquette dans les Hauts-de-Seine. Il sera aménagé en espace vert. L'État payera le prix fort pour faire cette acquisition : 150 millions, soit le prix calculé sur la base du terrain à bâtir.

En plus, le gouvernement envisage d'accorder de nouvelles aides au groupe Boussac si un plan de restructuration efficace est adopté qui se traduira par de nouveaux licenciements.

Expulsions à Paris

Chirac a élargi de deux mois la période de suspension des expulsions. Désormais les expulsions seront suspendues du 1^{er} novembre au 31 mars. Toutefois, les expulsions auront toujours lieu le reste de l'année. Du 1^{er} avril au 31 août 1977, il y a eu 1 627 expulsions à Paris, soit en moyenne onze expulsions par jour.

POLITIQUE

GAUCHE : LA DÉSUNION
EN CAMPAGNE

Escalade

Parlant à la télévision, Leroy, du PCF, s'en est naturellement pris au parti socialiste : «*Les hommes du grand capital préparent des constructions politiques. D'abord, cette fausse diversification des forces de droite (...). Et puis, le recours à un parti socialiste qui pourrait faire la politique social-démocrate qui se pratique dans d'autres pays.*» Mitterrand «*l'homme du grand capital*» ? C'est décidément l'heure des vérités premières.

Prêt à tout

«*Dans l'hypothèse où un accord n'interviendrait pas entre les partenaires de l'Union de la gauche, le parti socialiste s'adressera aux Français lors du premier tour en vue d'obtenir un soutien massif. Pour le second tour, nous veillerons à ce que les suffrages servent la cause de la gauche.*»

Ainsi, Mitterrand a une fois de plus agité la menace d'un simple accord électoral sous le nez du PCF. Par la voix de Leroy, celui-ci s'est empressé d'en repousser l'idée : «*Nous sommes prêts à un accord dès maintenant. Mais pas à un simple accord électoral.*» A supposer que les choses en viennent là, que ferait pourtant le PCF entre les deux tours ? Se résignerait-il à n'avoir qu'une quinzaine de députés, comme ce serait le cas en l'absence de désistements réciproques ?

Mitterrand n'ira pas
à Madrid

Le premier secrétaire du PS ne participera pas, comme il le fait à d'autres occasions, à la réunion du bureau internationale socialiste : Robert Pontillon et Antoine Blanc iront à sa place. De même, le bureau, qui discutera de la situation en France, ne prendra aucune position officielle à ce sujet : de toute évidence, il s'agit de ne pas donner prise aux accusations du PCF, de collusion entre le PS et la social-démocratie européenne, particulièrement le gouvernement Schmidt.

Consensus
et dissensions

A propos d'un rapport de Bouloche, député socialiste, fait au conseil de l'Europe, l'*Humanité* de samedi matin relève le mot de «*consensus social*» : «*les travailleurs devraient CONSENTIR des sacrifices, l'austérité, pour permettre aux capitalistes de déployer leur politique. Force est de constater que la dérive continue.*» Oui, mais, Mitterrand, candidat à la présidence de la république en 74, employait les mêmes mots, avec le soutien du PCF. Ségué lui-même indiquait à l'époque que la direction de la CGT saurait limiter les revendications en cas de victoire du candidat de gauche. Alors, le PCF «*dérivait*» à l'époque ?

«Progressiste»
en campagne

«*Il faut mettre les usines à la campagne*» : c'est sous ce titre que le *Matin*, proche du PS, publie une interview de M. Georges Chavanes, patron de Leroy-Somer, président de l'organisme d'Etat de distribution de fonds au patronat qui s'appelle «*l'institut de développement industriel*». Ce monsieur, présenté par le *Matin* comme «*patron progressiste*», donne en exemple de la politique qu'il propose «*la Télémechanique, dans la vallée de la Seine, Moulinex en Normandie, Seb en Bourgogne, Leroy-Somer près d'Angoulême*» : toutes entreprises dont les patrons, ces dernières années, se sont montrés particulièrement en pointe dans la répression des luttes. Au *Matin*, on est «*progressiste*» à bon marché.

Mémoire courte

Sous le titre «*à la campagne aussi*», l'*Humanité* de samedi tente de faire la démonstration que la version du PCF du Programme commun actualisé serait favorable aux paysans. On y relève notamment : «*Entre autres conséquences, les nationalisations permettraient de fournir à meilleur compte les engrais et les produits industriels dont les paysans ont besoin, rendant possible une réduction effective de leurs coûts de production.*» En 1975, au Portugal, du temps où le PCF dirigeait le gouvernement, les paysans du Nord ont manifesté contre lui. Parmi les causes de leur révolte (dont les caciques réactionnaires ont tiré profit) : le renchérissement des produits industriels et la crise des débouchés pour l'agriculture. Ça ne remonte pourtant pas à si loin !

A propos du capitalisme d'Etat :

UNE VERITE
QUE MARCHAIS
N'AIME PAS ENTENDRE

● Tentative pour justifier vis-à-vis de gens influencés par les positions du Parti socialiste la position du PCF dans la dernière période : c'est ainsi que l'on peut caractériser l'article que Marchais a publié récemment dans le journal *Le Monde*. C'est non seulement sur le plan de la tactique adoptée, mais sur celui du projet de société lui-même, que le dirigeant du PCF essaie de faire face aux attaques de ses partenaires.

«*Certains nous prêtent l'intention de nous replier sur nous-mêmes, d'adopter une «ligne dure», et même de revenir à 1922. Disons d'emblée et de la manière la plus catégorique : non, nous ne changerons pas et nous ne changerons pas de ligne. Nous avons fait un choix lors du XXI^e congrès et nous nous y tenons, parce qu'il ne repose pas sur des motifs de circonstance, mais sur des bases profondes et durables.*» Il y a quelque réalité dans ces propos du secrétaire général du PCF. Le fait est que le XXI^e congrès, c'était fondamentalement la renouveau ouverte à la dictature du prolétariat, déjà reniée depuis bien longtemps dans les faits par ce parti. C'était également le déclenchement d'une offensive ouverte en direction des couches de «cadres», qu'il s'agissait de gagner au projet politique du PCF.

Sur ces deux points essentiels, il n'y a rien de nouveau, effectivement : la société qu'entend bâtir le PCF n'est pas celle où la classe ouvrière exercerait son pouvoir à elle, sa dictature sur la bourgeoisie. Au contraire, il s'agit toujours de mettre en place un projet où certaines couches «moyennes» d'aujourd'hui devraient se joindre à l'appareil du PCF

pour recomposer la classe des exploités au détriment de ceux qui sévissent actuellement.

AUCUN DES DEUX
N'A CHANGÉ

De même, Marchais n'a pas tort de souligner que le PCF a toujours envisagé ses rapports avec son partenaire socialiste dans l'optique d'une unité conflictuelle. Certes, le XXII^e congrès est intervenu à un moment où la polémique, qui s'était poursuivie dans l'*Humanité* fin 74 et pendant toute la première partie de l'année 75, connaissait un répit, prolongé jusqu'au printemps dernier.

Mais dans les rapports PS-PCF ce genre de «chaud et froid» est nécessairement appelé à se poursuivre. «L'union est un combat» déclarait Marchais au XXII^e congrès. Effectivement : lorsque deux partis ont des projets aussi contradictoires, lorsque chacun (le PCF beaucoup plus que le PS) a besoin de l'autre pour faire avancer, au moins dans un premier temps, la politique qu'il entend mettre en place, leurs rapports connaissent nécessairement des hauts et des bas, en attendant le moment où une fois au pouvoir, une lutte ouverte les conduira à une rupture complète. Quand

au fond, c'est vrai, le PCF n'a pas changé depuis son dernier congrès. Le parti socialiste non plus, d'ailleurs.

UNE ACCUSATION
FONDÉE QUI
SE GÉNÉRALISE

Cependant, après un certain nombre d'autres responsables du PCF, Marchais en vient à se défendre sur un autre terrain : celui de l'accusation faite au PCF de vouloir un capitalisme d'Etat. En effet, ce que nous étions les seuls à dire il y a quelques années, voilà que nombre de politiciens bourgeois, de droite comme du parti socialiste, se mettent à leur tour à l'agiter. Il n'y a là, en fait, rien de surprenant : d'une part, il est assez clair que le projet du PCF, s'il devait aboutir, aurait pour résultat la limitation considérable de la part des capitalistes actuels en faveur de nouvelles couches avides de prendre la place. Ouvertement, ils disent aujourd'hui ce qu'ils craignent pour demain. Et, si, particulièrement du côté du PS, ils cessent de faire l'amalgame entre le projet du PCF et le socialisme proprement dit, c'est qu'ils commencent à percevoir, et la méfiance que suscite le PCF dans les masses, et l'aspiration au socialisme qui se développe chez elles. Que demain, cette aspiration prenne la forme d'un courant politique suffisamment puissant pour peser directement sur le cours des choses, et on les verrait bien vite changer de refrain. En attendant, ils peuvent toujours essayer de s'appuyer dessus dans leur tactique à court terme visant à isoler Marchais.

REMEDE
OU AGGRAVATION

Celui-ci, d'ailleurs, n'a guère de peine à mettre à nu la réalité du régime actuel sur ce plan : «*Le capitalisme d'Etat existe déjà en France*», écrit-il. Effectivement, quelle société impérialiste, plus que la nôtre, se trouve gangrenée par un centralisme bureaucratique de tous les instants ? La classe ouvrière, mais aussi toutes les couches populaires, dans tous les aspects de leur vie, en sont les victimes ; les régions déshéritées, comme celles qui subissent l'urbanisation sauvage, le cadre de vie de notre peuple, s'en trouvent profondément marqués.

Encore faudrait-il savoir si le PCF entend réellement remédier à cet état de choses, ou si au

contraire son ambition n'est pas de l'aggraver. «*Démocratie*», clame Marchais à toutes les lignes ; «*autogestion*», en vient-il même à revendiquer, tentant ainsi d'ôter à la social-démocratie le leurre qu'elle agite depuis quelques années sous notre nez. En réalité, de quelles propositions s'agit-il ? De donner le champ libre aux municipalités : le PCF y occupe une place assez grande pour espérer y trouver son compte ; d'accroître les pouvoirs et le champ d'action de la direction des entreprises nationalisées : le PCF compte bien y placer ses hommes ; de donner de l'extension à toute une série d'organismes dits «*représentatifs*», du genre des comités d'entreprise, où le parti de Marchais se trouve également en position de force. En ce sens, il s'agit bien de changer quelque chose, de modifier le type de société existant.

LE FAIRE SANS LE DIRE

Mais les municipalités, ces organismes divers, les travailleurs savent bien, dès aujourd'hui, comment les «élus» du PCF les gèrent complètement en-dehors, à rebours même, des intérêts, des aspirations des masses. C'est cette semaine encore que le PCF a apporté entièrement son appui, à Saint Etienne, au plan de licenciements déguisés et de chômage partiel mis en place par le nouveau PDG de Manufrance, nommé avec la bénédiction de la municipalité de Sanguedolce. Ce n'est pas une «*bavure*» : à chaque fois, chez Lip, à Usinor Dunkerque, ou dans la plus petite entreprise, que la classe ouvrière a progressé dans la prise en mains par elle-même de ses propres affaires, a manifesté sa tendance historique à prendre en charge la direction de la société toute entière, elle a trouvé sur son chemin, dressé contre elle, le parti de Marchais.

Ou bien l'on se fonde effectivement sur la classe ouvrière, on donne toute son extension au combat qu'elle mène pour prendre elle-même le pouvoir, tout le pouvoir. Ou bien, comme Marchais, on se présente, en son nom, à la porte de ces «*bureaux directoriaux, conseils d'administration et cabinets ministériels*», en candidat à la relève d'un système malade : alors, c'est bien de capitalisme d'Etat qu'il s'agit. Même si le mot n'est pas dit, la chose est là.

Jean LERMET

manifeste

pour le
socialisme
PARTI COMMUNISTE RÉVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste

PASSEZ VOS COMMANDES 8 F
+ 2 F DE PORT

Giscard en hausse

LA DROITE SE REQUINQUE A LA FAVEUR DES QUERELLES PS-PC

La cote de Giscard remonte, dit-on très haut. Celle de Barre également. Ces renseignements sont fournis par un sondage de popularité — un de plus — réalisé par l'IFOP pour le journal *France-Soir*. Un énorme battage est organisé autour de ces résultats. 51 % des personnes interrogées se déclareraient «satisfaites» de Giscard, contre 49 % seulement en septembre. C'est cette foudroyante ascension de... deux points que les giscardiens présentent comme une grande victoire.

Que l'on puisse se satisfaire de si peu est significatif du goulot d'étranglement

ment dans lequel la droite se voyait prisonnière. Le Parti Républicain, dont la cote remonte également, et qui tient à souligner ses liens avec Giscard, analyse ainsi la place qu'il occupe aujourd'hui dans le «paysage politique»: «Depuis sa fondation en mai 77, le Parti Républicain a progressé de façon telle qu'il est devenu aujourd'hui, sur le plan électoral, le premier parti de la majorité et le second parti de France... Il reste à traduire ces intentions en votes réels. En raison de l'implantation des sortants, et des accords de candidature unique, le PR n'est pas encore certain d'apparaître

en mars prochain à la place que lui donne ces enquêtes. Il doit, pour cela, progresser encore, et tout montre qu'il le peut.»

Tout montre qu'il le peut... La désunion et les querelles incessantes, couronnées par la rupture de l'Union de la gauche ont en effet remis en cause toute une série de voix d'hésitants qui penchaient vers la gauche. Sans doute pas dans les couches populaires, comme la droite voudrait le faire croire. En effet, la montée de Giscard va de pair avec la chute de la popularité du RPR et de Chirac, auquel la rupture survenue entre les par-

tenaires de gauche a coupé l'herbe sous le pied. Beaucoup de sympathisants RPR se rapprochent ainsi de Giscard. Et nombre aussi de petits patrons, de membres des couches moyennes, qui voyaient dans l'Union de la gauche un bon gestionnaire de leurs intérêts, s'en détachent aujourd'hui.

Le renouveau — limité — de la droite, se nourrit bel et bien du débat fomenté par les forces de gauche autour de la réactualisation du Programme commun, ce débat si étranger aux préoccupations de la classe ouvrière.

Suzanne VALLÉE

Le quotidien du PCF de la région Rhône-Alpes

LE «POINT DU JOUR» N'EST PAS AU POINT

C'est ainsi que *La voix du Lyonnais*, journal de la fédération du Rhône du PCF, s'inquiète de la faible mobilisation: «Dans toutes les sections locales ou d'entreprises, on a constaté que les résultats sont très irréguliers d'une cellule à l'autre et qu'ils dépendent essentiellement de l'activité des cellules et de la compréhension politique des militants face à une situation grave et complexe. Par exemple, chez Berliet, un communiste sur six s'est abonné lui-même.» Effectivement les objectifs fixés sont loin d'être atteints: sur le Rhône, ils étaient de 10 000 abonnements d'ici le mois de novembre et de 100 millions anciens de souscrip-

tion. Au 10 octobre, le PCF en était, selon ses chiffres, à 3 700 abonnements et 40 millions de souscription. On peut mettre ces chiffres en rapport avec le nombre d'adhérents revendiqués par le PCF sur le Rhône: 11 000.

Difficultés financières en apparence, mais qui recouvrent, c'est bien évident, des problèmes politiques.

Les difficultés politiques sont aussi perceptibles dans le type de journal que veut faire le PCF: surtout pas l'organe des fédéra-

tions départementales, et pas non plus une sorte de supplément à *L'Humanité*. *Le Point du Jour* voudrait être un journal «démocratique» ouvert largement, et capable de concurrencer dans tous les domaines les autres quotidiens régionaux. Quel meilleur moyen pour cela que de chercher des journalistes «apolitiques»? On a pu voir ainsi dans les colonnes du journal du PCF une annonce

faisant appel à des collaborateurs «possédant une certaine culture politique», «accrocheurs», et «souhaitant des salaires en fonction de leur capacité». Donc, pour bien payer ses journalistes, le *Point du Jour* a besoin de beaucoup d'argent. On a vu que ce n'est pas du côté des abonnés ou des militants qu'il allait trouver satisfaction. Ce n'est certainement pas non plus du côté des ventes. Il reste donc la publicité, et là encore les difficultés politiques apparaissent, particulièrement semble-t-il du côté des militants qui se font tirer l'oreille pour accepter la publicité capitaliste. La direction du *Point du Jour* s'est fendue d'un texte à leur intention, un texte qui mérite d'être reproduit: «Ce n'est pas soutenir les monopoles que d'accepter les messages qui proposent des produits qui, eux, sont à la fois fabriqués par les travailleurs, et leur sont le plus souvent absolument nécessaires dans leur vie quotidienne (...). La publicité dépensée est incluse dans les prix de marchandises achetées. A partir de cette réalité, il est légitime pour tout acheteur de prétendre trouver dans la presse de son choix l'information commerciale qui le concerne (...). La bataille pour la publicité s'inscrit dans celle pour les libertés...»

Des rentrées financières insuffisantes, des collaborateurs difficiles à trouver, des contradictions politiques quant au projet lui-même, *Le Point du Jour* ne semble pas parti pour remplir les espérances que la direction du PCF mettait en lui: préfigurer la presse régionale d'un régime à dominante PCF.

MARS (radicaux de gauche)

TENDANCES CENTRIFUGES

Le MARS (Mouvement d'Action et de Réflexion sur les Réformes Sociales) refait surface. Cet appendice des Radicaux de gauche, qui se «situe dans l'Union de la gauche» et se défend «de constituer une passerelle entre la gauche et d'autres familles politiques» vient de publier des propositions pouvant servir de base à un «Manifeste radical» de gauche. Cela s'appelle: «Pour un projet de société des réformistes de la gauche» et ceux qui l'ont élaboré, s'ils appartiennent souvent au MRG, sont loin cependant d'en être tous membres. Il y a parmi eux beaucoup de «non inscrits» et autres indépendants.

Le MARS n'est certes pas une nouveauté née de la dernière querelle de la

gauche. Créé en 1973, et dès lors proche des radicaux, il a développé ses propositions propres au cours de la campagne pour les élections présidentielles de 1974. Mais il a fait l'objet d'une relance au début de l'été, et ce n'est certainement pas un hasard s'il publie ses «propositions» quelques semaines après l'échec du sommet de la gauche.

Plusieurs hauts dirigeants du MRG se sont associés aux travaux de ce «club de réflexion». En dépit des déclarations de François Loncle, membre du secrétariat du MRG, selon lequel «le MARS ne saurait être une tendance du MRG. Les membres de la direction du MRG peuvent naturellement participer aux travaux de ce club, mais ils n'entendent

pas faire partie de son conseil politique.

Il ne peut y avoir de cumul de «responsabilité», ledit «conseil politique» dudit «club» comporte des notables du Mouvement, tel Josy Moinet, sénateur radical de gauche de Charentes-Maritimes. Qu'aujourd'hui, ce regroupement, tout indépendant et marginal qu'il se veuille, publie les éléments d'un «manifeste» montre que parmi les radicaux de gauche, l'heure de la réflexion est propice à laisser se développer des tendances centrifuges par rapport au Programme commun, devenu décidément un boulet que certains ne seraient pas fâchés de perdre, et que la tentation est grande de faire campagne sur un programme spécifique.

BOEING (Suite de la une)

C'est notamment contre l'oppression exercée par cet Etat qu'affirme s'insurger le groupe de la RAF, ou ceux qui, après avoir détourné l'avion, ont signé leur communiqué «organisation pour la lutte contre l'impérialisme mondial», et qui dénoncent un Etat qui réduit à l'anéantissement physique et psychique ses prisonniers politiques, notamment ceux dont la libération est demandée.

Mais, quelles que soient les motivations de leurs auteurs, la menace d'exécuter 91 otages, ou l'acte de violence individuelle que constituait l'enlèvement de Schleyer, ne sont pas susceptibles de faire avancer d'un pouce la cause qu'ils affirment défendre. Une telle démarche, notamment, tire un trait sur la classe ouvrière et les masses populaires, sur le rôle qu'elles doivent jouer en tant que moteur de la transformation sociale.

Une telle démarche s'oppose au contraire à la prise de conscience de la classe ouvrière et des peuples. Elle s'oppose aux méthodes de combat révolutionnaire des travailleurs et des mouvements de libération, aux méthodes de la Révolution Palestinienne (dont se réclament les membres de la RAF) qui fonde son action sur la mobilisation des larges masses du peuple pour sa libération.

Tout au plus, l'action de la RAF sera mise en avant pour justifier une action internationale contre «l'internationalisme des terroristes», pour justifier l'autorité du «modèle allemand» en Europe. Le black-out imposé à la presse par la République fédérale allemande sur tout ce qui concerne l'affaire Schleyer, en dit long sur la réalité de la «démocratie libérale» dans ce pays. Mais, ce black-out a gagné la France. Ainsi, à l'Elysée, un groupe de travail est chargé de suivre la façon dont la presse française rend compte des informations sur l'Allemagne. Ne serait-ce pas sur recommandation de l'Elysée justement que les trois chaînes françaises de télévision ont par exemple, refusé de diffuser à titre d'information un enregistrement vidéo transmis par les ravisseurs de Schleyer, alors que par ailleurs, il a pu passer à la télévision américaine. De ce point de vue, on peut dire que la radio et la télé en France, ce week-end, sont en quelque sorte, déjà à l'heure allemande!

La nouvelle peau
d'Avant-Garde



Ce que vous voyez là n'est pas une publicité pour l'office national de météorologie, ni un signe de ralliement des «amis des bêtes». C'est la couverture d'un numéro 00 de la nouvelle formule hebdomadaire des JC car *Avant-Garde*, ancienne formule qui se ressent beaucoup de la vieillesse. Ce n'est certes pas la publicité, toutefois, qui manque dans cet «hebdo». Mais c'est une publicité d'un genre un peu spécial: aux côtés de Renault (nationalisation oblige...) et d'Orangina, deux pleines pages présentent, sans légende aucune, des engins soviétiques (vive Spoutnik). Au dos, ce sont les réalisations de l'industrie optique de l'Allemagne de l'Est. Une demi-page nous convie à étudier l'Histoire de l'URSS dans l'encyclopédie Larousse. Et ainsi de suite. En tout, sur un journal de 20 pages, 9 pages de publicité!

Quant au reste... deux pages consacrées aux programmes de musique et de cinéma, une double page sur les motards de Rungis; mais la double page est presque entièrement faite d'une photo, quelques lettres demandant qu'il n'y ait pas de «nationalisations bidon» (telles que les voudrait le PS) et... c'est tout! Des «adresses utiles», des «petites annonces gratuites», viennent donner toute sa saveur à cet *Avant-garde* nouvelle formule.

INTERNATIONAL

Afrique du Sud : arrestations de lycéens

A Port Elisabeth, des manifestations de lycéens ont eu lieu pour dénoncer le caractère raciste de l'enseignement. Lors d'une réunion de 700 manifestants à New Brighton, où se discutaient les formes de poursuite du mouvement, la police raciste est intervenue pour disperser la réunion. Elle a utilisé des bombes lacrymogènes et a réussi à encercler près de 200 lycéens qu'elle a aussitôt arrêtés.

Swaziland : les lycéens manifestent

Les lycéens et étudiants ont manifesté le 13 octobre dans la capitale et une autre ville importante. Plusieurs milliers de manifestants, qui avaient pour but d'aller vers le ministère de l'éducation, en soutien à leurs professeurs dont le syndicat vient d'être interdit, ont été arrêtés dans leur marche par la police. Celle-ci a tiré et 3 jeunes ont été blessés. Quelques ministres ont été blessés par les pierres lancées par les manifestants. Le royaume de Swaziland a, rappelons-le, d'étroits liens de dépendance avec l'Afrique du Sud, et il est membre de l'Union Douanière sud-africaine.

Uruguay : la répression continue

Les forces de répression uruguayennes et argentines ont opéré conjointement dans les villes de Salto (Uruguay) et Concordia (Argentine), et ont arrêté Jesus Suarez, Luis Suarez, leur sœur Brebda Levit, l'épouse de Luis, et Eduardo Robatto. Jesus Suarez est un vieux militant syndical. Il a été remis en liberté.

• Julio Cartro est toujours en «disparition». Il est âgé de 68 ans, et il avait été chargé par l'Unesco de diverses missions sur les problèmes de l'alphabetisation. Il a fallu deux mois pour que les autorités uruguayennes reconnaissent sa «disparition».

• La direction de la police a annoncé la mort d'un prisonnier, Avelino Lopez Rigos, âgé de 22 ans.

• Pour ne pas libérer les prisonniers qui ont accompli leur peine, la justice uruguayenne a poursuivi des prisonniers, comme Hector Romero, Amudsen Motta, emprisonnés depuis 1970 pour des faits antérieurs à leur première condamnation et même pour les mêmes faits qui leur ont valu cette condamnation.

Semaine de réflexion organisée par le CEDETIM (Centre d'études anti-impérialistes) sur le thème :

Quel impérialisme en 1978 ?

Les débats auront lieu au Centre international de culture populaire, 14 rue Nanteuil, Paris 15ème. Ils seront animés par des membres du CEDETIM, des membres d'organisations politiques, syndicales et démocratiques et des membres des comités anti-impérialistes, dans l'ordre suivant :

— Lundi 17 octobre : La stratégie politique et militaire de l'impérialisme

— Mardi 18 octobre : Redéploiement et stratégie économique de l'impérialisme

— Mercredi 19 octobre : Les bourgeoisies locales et le capitalisme d'Etat

— Jeudi 20 octobre : La question du droit des peuples, lutte politique pour les droits de l'Homme

— Vendredi 21 octobre : Crise et migrations

— Samedi 22 octobre, 15 heures : Stratégie actuelle de l'impérialisme français

— Samedi 22 octobre, 18 heures : Quel internationalisme aujourd'hui !

Les soirées commencent à 18 heures 30. Il est prévu chaque jour la projection de films et d'audiovisuels en relation avec les débats. Les comités prennent en charge la préparation de repas.

Les invitations peuvent être demandées au siège du CEDETIM 14, rue Nanteuil 75015 PARIS, Téléphone : 531 43 38.

Les débats commenceront à 20 heures tous les jours.

Proche-Orient

DAYAN REVELE LE PLAN ISRAELO-US

Pour répondre à la demande pressante des travailleurs israéliens, Dayan, le ministre des Affaires étrangères, a donné lecture du document israélo-US qui en principe devait rester secret tant que les pays arabes ne se seraient pas prononcés à ce sujet. Le texte rendu public par Dayan dit :

1 - Les parties arabes seront représentées par une délégation arabe unifiée où figureront des Arabes palestiniens. Après la session d'ouverture, la conférence se scindera en groupes de travail.

2 - Ces groupes de travail pour la négociation et la conclusion des traités de paix seront constitués, comme suit : a) Egypte-

Israël, b) Jordanie-Israël, c) Syrie-Israël, d) Liban-Israël (toutes les parties sont convenues que le Liban peut participer à la conférence à sa demande).

3 - Le problème de la Cisjordanie et Gaza sera discuté par un groupe de travail formé d'Israël, de la Jordanie, de l'Egypte et des Arabes palestiniens.

4 - La solution du problème des réfugiés arabes et des réfugiés juifs sera discutée conformément aux termes énoncés ci-dessus.

5 - La base convenue pour la négociation à la conférence de paix de Genève sur le Proche-Orient est constituée par les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité de l'ONU.

6 - Tout changement dans

la forme de la conférence sera soumis à l'accord de toutes les parties.

Ce document, s'il s'avérait être l'original, est une véritable promotion contre les pays arabes et contre l'OLP. Le nouveau document met en cause même le communiqué commun américano-soviétique publié une semaine plus tôt. Le plan présenté par Dayan ne mentionne nullement l'existence du peuple palestinien et s'appuie sur les résolutions du Conseil de sécurité, il envisage seulement l'existence de «réfugiés».

Le contenu de ce plan et celui du communiqué américano-soviétique soulignent les manœuvres auxquelles se livre l'impérialisme américain, qui entend maintenir ses positions acquises dans les pays arabes, tout en s'appuyant sur l'État sioniste qui constitue la base principale de sa politique de domination dans la région.

Une nouvelle motion est introduite, celle de «réfugiés juifs», mise sur le même plan que celle des «réfugiés arabes». Il s'agit probablement des juifs vivant dans les pays arabes et que l'on cherche à faire rejoindre Israël. Ces «réfugiés juifs» dont Israël revendiquerait le «retour», pourraient être utilisés comme monnaie d'échange dans des négociations et servir éventuellement d'«argument» pour refuser des concessions sur les territoires occupés.

Au discours de Bégin, s'ajoutèrent les commentaires du journaliste qui «faisait l'histoire» de la période. Là encore, pas un mot sur les Palestiniens ! Le massacre de Deir Yassin, exécuté par les commandos de Bégin, sur son ordre personnel : les hommes emmenés et exécutés, près de quatre cents enfants et femmes massacrés froidement : tous ces faits parmi bien d'autres dans la longue liste des crimes sionistes, tous ces faits aujourd'hui reconnus internationalement, seront mis au conditionnel par le commentateur «historien».

Yomna El KHALIL

LA TELEVISION A L'HEURE SIONISTE

De TF 1, dans le cadre de l'émission «L'Événement», à l'A 2, le mercredi soir, nous aurons eu droit cette semaine à un matraquage soigné de la propagande sioniste. Mercredi soir, sur A 2, c'était les «reportages». Israël d'abord : on cherche à expliquer pourquoi Bégin est au pouvoir : c'est à cause des «juifs orientaux» nous dit-on, ils ont voté en masse pour le parti de Bégin, pas un mot ne nous sera dit sur l'origine et le sort de ces juifs, parias de la «société» israélienne, toujours soumis à une rigoureuse ségrégation depuis la fondation de l'État sioniste. Les juifs occidentaux nous dirigé par les travailleurs. Les juifs occidentaux, eux, nous sont présentés comme modernes, non fanatiques, ils votent «travailleurs»...

Le «reportage» sur l'Égypte quant à lui, présentait des masses populaires de plus en plus fanatisées, à l'opposé des classes moyennes et d'une haute bourgeoisie modérée. Le conflit du Moyen-Orient était ainsi présenté, selon le schéma traditionnel de la «guerre de religion», une guerre entre le judaïsme et l'Islam, de plus en plus imminente, et qui plus est, une guerre entre fanatiques orientaux !

Le reportage en Cisjordanie était plus intéressant : il avait le mérite de montrer la résistance des paysans palestiniens, leur volonté de ne pas quitter leur terre, les luttes qu'ils mènent pour cela, le fait qu'ils ne sont prêts à aucun moment à percevoir des «indemnités» contre l'abandon de leur terre. Mais le commentateur de la télévision terminera son

reportage en vantant tout simplement le caractère humain de l'occupation sioniste, une occupation qui n'est «pas si dure que cela».

Sur TF 1, nous avons eu droit à la biographie de Bégin... présentée par Bégin lui-même. Il évoqua l'antisémitisme en Pologne, où il a vécu, et raconta qu'il était devenu sioniste, comme si c'était là le cheminement politique normal de tout juif. Pour Bégin, argument bien connu, l'antisémitisme justifie son racisme.

Puis un jour, raconte-t-il, il débarque dans la Palestine, mise sous mandat britannique. Aucune men-

tion du peuple arabe qui y vivait, qui luttait depuis 1918 contre la présence britannique. Non ! Les sionistes sont arrivés dans un désert et ont commencé à lutter pour la «libération» de la Palestine, contre les Anglais. Bégin ne dit mot sur la collaboration étroite entre les sionistes et les britanniques dans la répression du mouvement de libération arabe en Palestine, rien sur le fait que malgré l'opposition entre eux à certains moments, le mouvement sioniste et les britanniques ont voulu la création de l'État sioniste, pour briser la volonté d'indépendance du monde arabe.

ONU : débat sur l'Océan Indien

POUR UNE ZONE DE PAIX

Plusieurs pays riverains ainsi que d'autres pays ont dénoncé la présence des flottes de guerre des super puissances dans l'Océan Indien, au cours du débat consacré à ce sujet à la session de l'ONU. Ils ont demandé que l'Océan Indien soit une zone de paix. Le ministre des Affaires étrangères du Sri Lanka a dit «qu'il n'y a aucun progrès notable pour appeler les grandes puissances à arrêter l'escalade de leur rivalité dans l'Océan Indien depuis que la déclaration a été adoptée en 1971.»

Samora Machel, prési-

dent du Mozambique, a déclaré : «Les peuples des pays bordant l'Océan Indien partagent un héritage commun de relations et de culture qu'ils veulent développer, partagent l'aspiration au progrès et à la paix et ont la même volonté de protéger leur indépendance chèrement acquise contre toute forme de domination... Nous considérons comme nécessaire que la communauté internationale et en particulier les pays de cette région fassent de leur mieux pour trouver les moyens d'empêcher la présence d'une quelconque base militaire étrangère

dans la zone, de garantir la disparition de celles qui existent déjà, et de permettre aux pays côtiers de contrôler la présence et le mouvement des flottes militaires étrangères.» Le président du Yémen Démocratique a affirmé que son pays est d'accord avec la déclaration relative à la transformation de l'Océan Indien en une zone de paix. D'autres représentants ont demandé que les puissances cessent d'intervenir dans cette région, de ne pas installer des bases servant à l'agression.

La visite de Tito en France

LE RISQUE DE LA DÉSTABILISATION

● Dans l'ombre de l'entente qui semble avoir caractérisé les échanges de vues entre l'impérialisme Français et la Yougoslavie au cours de la visite de Tito qui s'est achevée vendredi, planait la menace de la déstabilisation de la Yougoslavie, que la disparition de Tito pourrait favoriser. Giscard répétait comme un leitmotiv, du début à la fin du voyage que «la France attache

la plus grande importance à une Yougoslavie puissante et indépendante». «Un ami sur lequel on peut compter» disait Tito au début de son voyage «mais nous nous sentons quelque peu négligés par la communauté européenne», constatait-il à la fin.

Sur la détente, le désarmement, l'Europe, l'Afrique les vues sont proches, mais la situation des 2 pays est évidemment loin d'être semblable.

La rencontre aura été l'occasion pour Giscard de «s'affirmer». D'abord en obtenant un appui de la part de Tito sur ses positions de désarmement.

A la tribune de la Conférence de Belgrade le délégué Yougoslave avait dénoncé l'augmentation de troupes et des manœuvres militaires en Europe «au delà des besoins de défense», depuis la signature en 75 de l'acte final d'Helsinki.

Il a souligné que sans désarmement effectif ne pourrait y avoir de détente véritable. Les positions vont dans le sens des positions que Giscard veut avancer devant l'ONU. Cette similitude de vue se retrouvait en ce qui concerne l'Afrique dont Tito dit qu'elle ne doit pas être le champ de compétition entre les blocs ou les puissances. Presque les mêmes termes que Giscard emploie : il s'agit alors pour lui de sa politique impérialiste en Afrique. Giscard souhaite trouver des appuis à la position qu'il élabore sur le désarmement, d'après laquelle il cherche à desserrer l'étreinte de l'URSS ainsi que des USA. Que la Yougoslavie soit soumise à l'une ou l'autre superpuissance, qu'elle devienne une zone d'instabilité en Europe, la tension monterait immédia-



tement et l'étreinte des superpuissances à l'égard de tous les pays d'Europe et particulièrement de la France trouverait un terrain favorable.

C'est ce qui permettait à Tito d'espérer obtenir non seulement des garanties politiques, des promesses, que Giscard ne lui a pas ménagées, mais en plus des moyens concrets, politiques, l'aidant à conjurer la menace hégémonique des superpuissances. A elle seule, une action commune pour le désar-

mement sur la base des positions giscardiennes ne peut en tenir lieu : d'abord parce que sa mise en œuvre dépend pour une part de l'attitude des deux superpuissances, ensuite parce que la rivalité soviéto-US pèse au sein même de la Yougoslavie. Cela se manifeste notamment dans le domaine économique où l'URSS est parvenue à se tailler la première place.

Au delà de Giscard, c'est l'Europe occidentale que visait Tito. Grâce aux

rapports qu'il escompte développer avec elle, il compte poursuivre l'industrialisation qu'il a entreprise et en même temps contrecarrer l'augmentation constante du poids de l'URSS, et réduire par là les risques de déstabilisation. Mais la CEE ne peut que difficilement réduire la pression des 2 superpuissances. Et son action ne peut réduire la dépendance yougoslave importante à l'égard de l'étranger que les 2 superpuissances mettent à profit.

Alors que l'URSS plaide non coupable à la conférence de Belgrade

Le Président d'Amnesty International en URSS doit émigrer

«On ne pouvait pas s'attendre à ce que tous les points de déclaration finale sur les questions humanitaires soient réalisés immédiatement», a déclaré Vorontsov. Prétendant que le régime de Brejnev a fait preuve de «bonne volonté», il s'est plaint des manifestations de soutien aux opposants comme d'ingérence dans les affaires intérieures de l'URSS. Voulant illustrer la «libre circulation des hommes et des idées», il a affirmé : «Pendant les deux dernières années, les voyages à l'étranger de citoyens soviétiques ont augmenté de 30%. A peu près un million de nos citoyens voyagent à l'étranger chaque année».

Le délégué de Brejnev n'a pas précisé la proportion d'espions et de «con-

● Alors que les dissidents d'URSS et des pays de l'Est font parvenir des témoignages sur la répression à la conférence de Belgrade qui continue à examiner les résultats des accords d'Helsinki, Vorontsov, le délégué soviétique a violemment protesté contre la campagne pour les droits de l'Homme en URSS ; déclarant qu'elle est «contraire à l'esprit d'Helsinki». Il en a attribué la responsabilité à Carter.

seillers» divers dans ce chiffre. Et par ailleurs, on ne sait pas non plus si les émigrations forcées des opposants et des minorités font partie de ces «voyages» à l'étranger.

A Vienne, en vertu d'un accord passé depuis longtemps entre l'URSS, l'Autriche et le régime sioniste, les émigrés juifs continuent à affluer. Le gouvernement soviétique leur attribue systématiquement un visa pour Israël, même s'ils veulent partir dans un autre pays ; il le donne

même à ceux qui ne sont pas israéliens. L'URSS continue aujourd'hui à alimenter en hommes le régime sioniste : les réfugiés sont maintenant en moyenne un nombre de 400 par semaine contre 275 au début de l'année.

C'est à Vienne précisément qu'est arrivé Valentin Turchin, ancien président de la section soviétique d'Amnesty International. Cette expulsion marque sans doute le démantèlement de cette organisation en URSS, puisque la plu-

part de ses membres connus sont, soit emprisonnés, soit ont déjà émigré. Turchin, arrivé à Vienne avec deux autres dissidents a déclaré que la répression et la surveillance du KGB ne cessaient de se renforcer et qu'aujourd'hui les autorités soviétiques persécutaient toute personne qui faisant référence à l'acte final des accords d'Helsinki.

Une autre militante soviétique pour les droits de l'Homme, Tatiana Khodorovitch, fondatrice du groupe d'initiative pour les droits de l'Homme créé en 1969, a été sommée par le KGB de choisir entre un procès et l'exil, avant mardi prochain.

Carter et les compagnies pétrolières

Carter, en difficulté pour faire passer devant le Congrès américain son plan économique d'énergie, avait violemment mis en cause jeudi les compagnies pétrolières qui agissent sur les parlementaires par l'intermédiaire des groupes de pression. Cette déclaration a été très mal accueillie par les membres du Congrès. Un porte-parole de l'industrie pétrolière a déclaré que cette déclaration «détruisait tout ce qui avait été accompli de constructif depuis quelques mois entre le gouvernement et la communauté des affaires».

Ethiopie : vague de répression

Alors que les forces du Front de Libération de la Somalie Occidentale (FLCS) seraient prêtes à lancer des attaques contre Harrar et Dire-Houa, deux villes importantes de l'Ogaden, et que les forces de libération de l'Erythrée continuent leur combat, la répression s'abat une fois encore en Ethiopie. Des fusillades ont été entendues ces dernières nuits, et certaines sources affirment que la nouvelle vague de répression a touché près de 300 personnes. L'ampleur de la répression rappelle celle du mois de mai 77, au moment où Menghistu était reçu à grande pompe en URSS.

Tunisie : la police contre les grévistes

Près de 1 200 ouvriers ont déclenché une grève dans l'usine textile Sogitex, dans la ville de Ksar Ellal, le 10 octobre dernier, et ont occupé l'usine. La police est intervenue contre les ouvriers. Mais la population s'est jointe aux grévistes et, tous ensemble, ils ont manifesté dans les rues de la ville contre l'intervention de la police. Celle-ci a chargé contre les manifestants et il y a eu plusieurs blessés. Plusieurs manifestants ont aussi été arrêtés.

Grande-Bretagne : divergences sur la Rhodésie au Congrès des conservateurs

La question de la Rhodésie a provoqué des divergences au dernier congrès des conservateurs britanniques. Un délégué a traité Ian Smith, le premier ministre rhodésien, d'assassin et de tricheur, et il s'est écrié «Que diriez-vous si l'Angleterre était dirigée par une petite clique étrangère ?». D'autres délégués ont accusé celui-ci d'être la victime d'un «complot marxiste dirigé contre le monde occidental» car il a «osé» parler de cette façon.

URSS-USA

Des bombardiers soviétiques ont à plusieurs reprises depuis le début de ce mois survolé un nouveau destroyer américain au large de la côte Est des USA pour le photographier. Ils avaient été repérés puis pris en chasse par l'aviation américaine mais auraient alors déclenché un dispositif de brouillage.

Espagne

Vendredi, les Cortes ont adopté une loi d'amnistie concernant les prisonniers politiques. Elle semble un compromis entre les différents projets, le débat ayant porté sur la date limite d'application de l'amnistie. En général, son application se limitera aux actions de la période jusqu'au 15 décembre 1976, ou au 15 juin dernier (date des élections) s'il s'agit d'actions en rapport avec la lutte pour les droits démocratiques ou l'autonomie. Cette formulation ne permet pas de déterminer combien de prisonniers politiques sont concernés. D'autre part, il ne semble pas être question de l'«amnistie laborale» (amnistie des sanctions contre les travailleurs).

abonnez-vous



**LA CARTE D'ABONNÉ AMI
DU QUOTIDIEN DU PEUPLE
VOUS DONNE DROIT :**

A un abonnement à

- *Front Rouge*, revue politique et théorique du PCRmi
- *Pékin Information*
- *La Chine en Construction*
- Réception du *Manifeste pour le Socialisme*

Voici la nouvelle formule d'abonnement que nous proposons à nos lecteurs pour l'année 77-78. Le succès d'une telle formule est d'une grande importance pour le Quotidien.

L'abonnement, par l'avance sur ventes qu'il constitue, par la régularité des rentrées qu'il permet, contribue évidemment de façon notable à l'équilibre du budget du journal, au point d'être absolument nécessaire.

D'autre part, cette formule abonné-ami est un moyen de resserrer les liens entre les lecteurs et leur journal. Cela ressort nettement du bilan de notre première campagne d'abonnements. La réception des publications du PCR, notamment la réception du Manifeste pour le socialisme, celle de Front Rouge, la participation à nos meetings et réunions, ont permis à beaucoup de nouveaux lecteurs de mieux connaître notre parti. Dans le même temps, nombreuses étaient les lettres de ces abonnés qui faisaient connaître leur point de vue sur le journal, ou apportaient une contribution en suscitant un débat sur d'importantes questions politiques...

Cet aspect, nous tenons à le développer largement cette année. La volonté d'œuvrer au resserrage des liens entre les lecteurs et le journal, a trouvé, par exemple cet été, l'occasion de s'exprimer au cours du voyage en Albanie qui a

réuni, dans une ambiance fraternelle, des abonnés-amis du Quotidien. Des participants au voyage ont d'ores et déjà fait part de leur intention de contribuer plus activement à la réalisation du journal, en écrivant régulièrement, en transmettant des correspondances qui enrichiront son contenu.

Ceci est très important car c'est aussi grâce à l'aide des lecteurs que le journal améliorera la qualité de ses articles, afin de prendre toute sa place dans le débat politique qui, à quelques mois des échéances électorales et de leurs lendemains, se déroule parmi les travailleurs.

Les acquis en ce qui concerne la participation des lecteurs, les liens avec le journal, nous nous efforcerons de notre côté de les consolider. Dès maintenant, avec la parution en édition du soir, nous prenons des mesures qui devraient permettre pour nos abonnés, en particulier nos abonnés parisiens, un acheminement plus rapide du journal.

Agissons ensemble pour que le Quotidien du Peuple soit une arme vraiment efficace dans les combats qui s'annoncent pour la révolution socialiste.

et à un livre ou un disque au choix

Le tome V de Mao Tsé-toung, dès sa parution en France.

Ou parmi les livres :

- *Eugène Varlin, pratique militante et écrits d'un militant communiste* (Paule Lejeune)
- + *La Commune en bandes dessinées*
- *Les dix jours qui ébranlèrent le monde* (John Reed)
- *Ma plume au service du prolétariat* (Haoran)
- *Les enfants de Xisha* (Haoran)
- *Danger ! Amiante* (Collectif intersyndical sécurité des universités Jussieu CFDT, CGT, FEN)
- *La Commune de Paris* (Lissagaray)
- *La Chine à la mort de Mao* (Alain Bouc)
- *L'usine de la peur* (Daniel Bouvet)

Parmi les disques :

- *Kan Bale lu poblek breizh*, chants pour le peuple breton, soutien aux familles des détenus politiques bretons
- *Viva la Vida*, Carlos Andreou
- *Terre de ma patrie*, chants palestiniens de l'intérieur par Mustapha El Kurd et la troupe de Balaline
- *Radio Renaissance*, chants interprétés par le GAC
- Au choix, disques chiliens : *Checca*
- Chile* *Resistencia*
- *Neussac*
- *La Résistance Palestinienne chantée par ses enfants*
- *Ki Du* (Gilles Servat)
- *Ça branle dans le manche* (François Tusques)
- *Le pouvoir des mots* (Gilles Servat)
- *Dansons avec les travailleurs immigrés* (François Tusques)

sur présentation de la carte abonné ami du Quotidien du Peuple

- Entrée gratuite dans les meetings et réunions du PCRmi

- réductions dans certaines librairies et cinémas dans les grandes villes

Librairies

- Besançon** Lib. Les Sandales d'Empédocle (10%)
Place Victor Hugo - 138 Grande Rue
- Bordeaux** Lib Mimesis (10%)
5, bis rue Grassi
- Bourges** Librairie Nathanaël (10%)
4, cours Avaricum
- Brest** Lib. Graffiti (10%)
Place St Louis
- Clermont-Ferrand** Lib. Jean Rome (10%)
1, rue des Gras
- Lannion** Lib. Giraudon (10%)
30, rue de Kersamont
- Lille** Librairie Populaire
40, rue Jules Guesdes
- Lyon** Librairie Populaire (15%)
226, rue Dugesclin (3*)
- Marseille** Librairie Lire (10%)
Rue Sainte (1**)
- La Rochelle** Librairie «La Genette» (5%)
Rue Rougemont
La Licorne rue froide
- Nantes** Librairie 71
29, rue Jean Jaurès (10%)
- Nice** Le Temps des Cerises
50, bd de la Madeleine (10%)
- Orléans** Les Temps Modernes
Rue, N.-D. de Recouvrance (5%)
- Paris** Librairie de Valois
25, rue du Valois (1***) (10%)
Les Joueurs de A (12% liv. politiques)
9, rue des Lions St-Paul (10%)
L'Hermattan
18, rue des Quatre Vents (6*) (10%)
Tschann
83, bd du Montparnasse (14*) (10%)
Plaema
41, rue Saint Honoré (10%)
33% sur les Ed. P.-J. Oswald
7, rue de l'École Polytechnique (5*)
Reims Le grand jeu 20 rue Colbert

Cinémas

- Paris** Saint Séverin
12, rue St-Séverin (5*)
Tarif étudiant : 10 F
La Clef
21, rue de la Clef (5*) (tarif étud.)
Seine Cinéma -
8 rue Frédéric Sauton - paris 5*
- Lyon** Cinématographe
44, cours Suchet (2*)
Tarif collect. (5 tickets : 40 F)
Le Canut
32, rue Laynaud (1***) (tarif étud.)

manifeste

pour le socialisme

**PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE
Marxiste-Léniniste**



Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Mode de versement : - en une fois - en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.
Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 7713 J.

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F, et 50 F), échelonnés sur trois mois. Nos abonnés disposeront d'une carte abonné-ami, qui leur donnera un certain nombre d'avantages, dont nous publions la liste ci-dessus.

PROGRAMME TÉLÉ

Samedi 15 octobre

TF 1

18 h 05 - Trenté millions d'amis
18 h 40 - Magazine auto-moto
19 h 10 - Six minutes pour vous défendre
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Le message mystérieux. *L'alcoolisme*
19 h 45 - Eh bien, raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Numéro Un : *Enrico Macias*
21 h 30 - Le riche et le pauvre, *Feuilleton américain*
22 h 20 - Catch
23 h 10 - Journal et fin

A 2

18 h 00 - Course autour du monde
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 35 - Grand théâtre historique : *L'enlèvement du régiment. D'après le roman d'Alexandre Dumas : «le chevalier d'Harmenthal».*
22 h 10 - Questions sans visage
23 h 00 - Drôle de baraque. *Le sport.*
23 h 35 - Journal et fin.

FR 3

18 h 45 - Pour la jeunesse.
19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Samedi entre nous
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Outre-mer.
20 h 30 - Boris Godounov. *Opéra d'après Pouchkine et Karamsine*
23 h 35 - Journal et fin

Dimanche 16 octobre

TF 1

14 h 10 - Les rendez-vous du dimanche
14 h 10 - Variétés
15 h 10 - Cinéma
15 h 30 - Gorri le diable. *Feuilleton*
16 h 05 - Vive le cirque
16 h 45 - Sports première
18 h 00 - Le temps de mourir. *Film d'André Farwagi (1969)*
19 h 25 - Les animaux du monde. *Les oiseaux*
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Une vierge sur canapé. *Film américain (1964) avec Tony Curtis, Nathalie Wood et Henri Fonda*
22 h 20 - Les castrats

A 2

12 h 00 - Bon dimanche avec Jacques Martin
12 h 10 - Toujours sourire, avec des extraits de films
13 h 00 - Journal
13 h 20 - La lorgnette
16 h 30 - Trois petits tours
17 h 25 - Muppets show. *Marionnettes*
18 h 05 - L'ami public N° 1
19 h 00 - Stade 2
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Musique and music
21 h 35 - L'odyssée travestie
22 h 30 - Les arts et traditions populaires
23 h 00 - Journal et fin

FR 3

16 h 55 - Les grands reflets de l'histoire. *La Loire*
17 h 50 - Espace musical
19 h 00 - La France des médecines sauvages
20 h 05 - Cheval, mon ami
20 h 30 - L'homme en question. *Serge Lifar. Danseur et chorégraphe russe.*
21 h 30 - Trois scènes avec Ingmar Bergman
22 h 30 - L'intrigante de Saratoga. *Avec Gary Cooper et Ingrid Bergman. Film dramatique et sentimental*

Lundi 17 octobre

TF 1

18 h 00 - A la bonne heure.
18 h 35 - Pour les jeunes
19 h 00 - Recherche dans l'intérêt des familles
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Une minute pour les femmes. *La lutte contre le cancer*
19 h 45 - Eh bien raconte
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La colline des hommes perdus. *Avec Sean Connery*
22 h 30 - Archives du XX^e siècle. *Gabriel Marcel*
23 h 30 - Journal et fin

A 2

19 h 20 - Actualités régionales
19 h 45 - Ouvrez l'œil
20 h 00 - Journal
20 h 30 - La tête et les jambes
21 h 55 - Les chemins de Chagall
22 h 45 - Bande à part. *Portrait d'une adolescente*
23 h 15 - Journal et fin
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Cinéma public : *Monsieur. Film de Jean-Paul Le Chanois (1964) avec Jean Gabin*
22 h 15 - Journal et fin

FR 3

19 h 05 - Télévision régionale
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Tribune libre
20 h 00 - Les jeux de vingt heures
20 h 30 - Monsieur. *Film de Jean-Paul Le Chanois (1964) avec Jean Gabin*
22 h 15 - Journal et fin

Les écoles rurales, quel avenir ?

Par le collectif école-formation de Grenoble vivre et étudier à la campagne



De 1962 à 1976, 8 863 écoles à classe unique ont fermé en France, il en reste 14 000 en fonctionnement. La fermeture des écoles est la conséquence et la manifestation de l'exode rural, de la désertification et des régions abandonnées.

Finir le temps où on considérerait ce phénomène comme inexorable. Une résistance commence à se manifester dans les communes rurales. L'enquête du Collectif «Ecole-Formation» de Grenoble démontre que les paysans refusent désormais de considérer comme inéluctable la

fermeture des écoles et la mort de leur village. Parents, enseignants, élus locaux contestent les impératifs de rentabilité qui président aux décisions de fermeture d'écoles. La résistance s'organise dans plusieurs villages qui veulent garder leur école, c'est-à-dire leur avenir en tant que villages. Garder l'école, c'est affirmer le refus de la mort du village, l'opposition à un type d'aménagement centralisateur, à l'urbanisation forcée décrétée par le capitalisme.

Quelques exemples parmi d'autres de résistance, cités dans le livre du

Collectif «Ecole-Formation» :

— A AUBAS (Dordogne) : l'administration refuse à la rentrée 74 de créer une deuxième classe pour soulager la classe unique de trente quatre élèves. A l'instigation des parents, du syndicat enseignant, de la municipalité, une «classe sauvage» se met en place. Elle fonctionne un an avant qu'une deuxième classe soit officiellement créée.

— A MIRIBEL-LANCHÂTRE (Isère), une municipalité sauve son école en accueillant des enfants défavorisés d'une cité-ghetto de Grenoble. L'intégration de ces enfants dans le village est parfaitement réussie, leur réinsertion scolaire et sociale étonnante.

— A ARAGNE (Pyrénées Atlantiques), à la rentrée 75, l'administration ferme l'école. Les parents décident d'en assurer eux-mêmes le fonctionnement, engagent une institutrice, créent un Comité de soutien et un Comité pédagogique. Une nouvelle école fonctionne dans laquelle est pratiquée peu à peu une autre pédagogie, plus ouverte sur la vie du village et adaptée aux besoins et au langage des enfants des campagnes.

— Au LARZAC, la revendication de l'ouverture de l'école est un des signes

de la vitalité des paysans résolus à défendre leur droit à rester au pays. Ils obtiennent satisfaction en 1973.

— A TRUINAS (Drôme), l'école fermée par décision administrative en septembre 1975 est réouverte onze semaines plus tard grâce à une lutte qui a mobilisé des milliers de personnes.

— A SIÉVOZ (Isère) durant l'année scolaire 76-77, une école est restée ouverte malgré sa fermeture officielle.

Le livre du Collectif est constitué de témoignages, d'interviews de parents ruraux, d'instituteurs, d'élus locaux. Il n'est pas seulement question des écoles rurales, leur fermeture est étudiée en rapport avec les problèmes politiques et économiques, la désertification des campagnes. La lutte pour le maintien des écoles n'est qu'un aspect de la lutte pour vivre et travailler dans la campagne.

Premier ouvrage à traiter ce sujet, «Les écoles rurales, quel avenir ?» constitue un dossier très intéressant et un témoignage sur un aspect des luttes rurales.

(1) : «Les écoles rurales, quel avenir ?» par le Collectif «Ecole-Formation» de Grenoble. Éditions «La pensée sauvage».

Elise ou la vraie vie

Claire Etcherelli

Collection «Lettres Nouvelles» 94^e épisode
copyright Édition Denoël

Je redoutais l'arrivée, le moment où, la porte fermée, nous nous retrouverions dans la lumière. Le meilleur de l'amour, ne serait-ce pas cette ascension tranquille ? Impatient, il me tirait et m'entraînait plus vite, portant à sa bouche mes doigts qu'il mordait.

Il ouvrit une porte et j'entrai. Avant qu'il allumât, quelques secondes s'écoulèrent, et je restai immobile dans le noir. Il éclaira. La chambre avait deux lits, l'un assez large, l'autre pliant, poussé dans un angle. A combien dormaient-ils là ? Sur le grand lit, une pièce de tissu, à fleurs rondes, mauves et larges, en bouquets écartés, embaumait la chambre de son odeur de cretonne fraîche. Car l'étoffe gardait encore le pli marchand et la raideur du neuf. Juste achetée, sans doute. Achetée pour moi. Sur une table, dans le coin droit, des verres surmontaient plusieurs boîtes. Je regardai vers la fenêtre, les mains pendantes sur le manteau.

Arezki vint vers moi et les prit dans les siennes. Au-dessus des paupières, ses sourcils se rejoignaient presque, en une barre épaisse. Ce regard sans gaieté, avec, au cœur des yeux, le reflet de l'ampoule, ce regard n'était plus un regard de désir. On aurait dit, tout à coup, que ma présence l'accablait. Il me montra la tenêtre sans rideaux ni volets.

— Attends, dit-il, je vais éteindre.

Les lumières des habitations d'en face suffisaient à éclairer la chambre. Dans l'ombre, je me sentis plus à l'aise. Je distinguais la peau plus luisante, plus brune autour de la bouche d'Arezki. J'aurais voulu parler, mais je roulais, j'étais emportée dans un remous violent.

Arezki sourit. Je me détendis un peu. Il m'aida à quitter mon manteau, le plia lentement, le posa avec soin sur la seule chaise. Nous ne pouvions plus nous assoir que sur le lit, le lit et ses fleurs énormes. Il me tira vers lui.

Les fleurs fondaient, les murs tombaient, les lumières pâlissaient. Il parlait vite, disait des mots dans sa langue rude. A mon tour, je me sentais prise dans le filet de sa tendresse. J'aurais voulu qu'il mordit encore mes doigts. Je pensai en même temps à Lucien et Anna, à ce qui m'arrivait et c'était comme un tourbillon à l'intérieur d'un cercle où ma vie se rapetissait, se ratatinait ; les années, les mois, les jours, ceux à venir et ceux laissés, brusquement se pétrifiaient et cet instant se tenait au centre du cercle, point rond, lumineux, brillant, éblouissant, éclaboussant. Je me laissai couler dans ses bras, le visage écrasé contre le tissu rêche de son veston. Un concert fracassant envahit la rue. « Les pompiers », pensai-je. Arezki n'avait pas bougé. Les voitures devaient se suivre, le hurlement s'amplifia, se prolongea sinistrement et s'arrêta sous la fenêtre. Arezki me lâcha. Je venais de comprendre. La police. Je commençai à trembler. Je n'avais pas peur mais je tremblais tout de même. Je n'arrêtais plus de trembler : les sirènes, les freins, le bruit sec des portières et le froid, — je le sentais maintenant — le froid de la chambre. En face, les lumières des chambres s'éteignirent. Je ne savais que faire, sortie si brusquement de ses bras. Il mit d'abord une cigarette dans sa bouche et me tendit mon manteau.

— Tiens, dit-il, évitant de me regarder. Mets-le et rentre chez toi dès que le chemin sera libre.

Je le jetai à l'autre bout de la chambre. Dans l'hôtel, c'était le silence. Quand nous étions montés, un tourne-disque jouait « L'Aïd, l'Aïd ». Tout le temps qu'Arezki me pressait la musique m'avait enveloppée. Maintenant elle s'était arrêtée. Ne nous parvenaient plus que des sifflets et les voix des policiers se répétant des ordres.

A suivre

UN BUDGET EN DROITE LIGNE DU PLAN BARRE

Par Jacques DUBREUIL

Lors de sa présentation du budget, Barre a eu l'occasion de faire un bilan de son plan tristement célèbre, et de réaffirmer sa politique.

Pour Barre, l'origine de la crise vient du renchérissement des matières premières, et de l'accentuation de la concurrence internationale, en particulier de l'apparition de pays du Tiers Monde sur certains marchés (textiles, électroniques...). Comme toute solution protectionniste est exclue, la seule solution pour l'impérialisme français est de se restructurer, et d'améliorer sa compétitivité. Ceci impose deux conditions : d'une part l'abandon de certaines branches et la spécialisation dans d'autres où la concurrence est moins forte, et d'autre part la baisse des coûts de production par la réduction des salaires et les licenciements.

Pour Barre, fidèle aux théories économiques bourgeoises classiques, les restructurations c'est l'affaire du patronat. L'Etat n'intervient que pour arbitrer entre les monopoles, lorsque c'est nécessaire, et pour répartir prêts et subventions selon les besoins. Par contre le maintien de l'ordre, l'organisation des licenciements, de la baisse

des salaires, sont de son ressort.

SATISFACTION ET PESSIMISME

De son plan, Barre tire un bilan plutôt serein :

— côté aggravation de la situation des travailleurs, Barre est dans l'ensemble satisfait : le nombre des chômeurs s'est accru de 27 500 depuis qu'il est en place, et surtout les entreprises auraient moins de réticences à licencier qu'en 1975. Le pouvoir d'achat (compte tenu de l'indice de l'Insee), aurait progressé de 0,6 % au cours du 1^{er} semestre 77, contre 1,5 % pour le 2^e semestre de 76, et de 3,3 % pour le 1^{er} semestre 76. De plus l'augmentation des cotisations de Sécurité sociale et la limitation des remboursements lui ont permis de récupérer 2 milliards supplémentaires.

— côté affaires, la situation s'est un peu améliorée : le revenu des entreprises croîtra de 20 % en 77. Mais la hausse des prix est restée plus forte que chez nos voisins (0,8 % en moyenne depuis septembre 76), les exportations n'ont guère augmenté, et les entreprises persistent à ne pas investir. La raison de ces difficultés, Barre l'impute d'abord aux travailleurs, qui s'obstinent à revendiquer des augmenta-

• La discussion du budget de 78, s'est poursuivie ces derniers jours à l'Assemblée nationale dans une atmosphère qualifiée de «lugubre» par *Le Monde*. Et pour cause : du côté de la «majorité», le mot d'ordre est «surtout pas de vagues», à l'heure où une unité de façade permet de mettre en relief la division des partis de gauche. Quant à l'opposition, sa seule initiative aura été le «contre-budget» présenté par Marchais.



tions de salaire, ou qui refusent d'occuper n'importe quel emploi. Ensuite à la politique économique suivie avant son arrivée, sous-entendu à Chirac, qui, beaucoup trop «laxiste» a relancé l'économie alors que l'assainissement n'était pas engagé. Enfin aux pays du Tiers Monde, avec la hausse des prix des matières premières, et aux autres pays impérialistes, qui, tels les USA, l'Allemagne et le Japon refu-

sent de favoriser nos exportations.

Il est certain que la marge de manœuvre de la bourgeoisie française est étroite, et qu'elle est loin de détenir les moyens lui permettant de seulement maintenir sa position. La pression des autres pays impérialistes, la résistance des peuples du Tiers Monde, la situation de crise politique en France ne sont pas près de disparaître. Aussi les pronostics des

économistes de la bourgeoisie sont-ils assez pessimistes dans l'ensemble. Le journal financier *Les Echos* dressait même un tableau catastrophique de la situation.

L'ENJEU POLITIQUE DES CHOIX ÉCONOMIQUES

Dans ce contexte, deux solutions pouvaient être envisagées pour le budget de 78 — qui représente un élément important d'intervention dans l'économie :

— soit continuer la politique d'austérité, sans fards. C'est appliquer de manière conséquente la ligne tracée depuis septembre 76, mais également accroître les risques pour les élections de 78.

— soit mettre en œuvre un plan de relance qui, comportant des subventions aux entreprises en difficultés, aurait permis de contenir le chômage, avec en plus quelques mesures démagogiques spectaculaires. C'est la solution électoraliste traditionnelle.

Le débat se mène dans la bourgeoisie depuis plusieurs mois. C'est qu'un certain nombre de capitalistes craignent de faire aussi les frais des restructurations. Mais l'enjeu est principalement politique. Le RPR se fait le porte-parole de la deuxième solution car, comme le

proclamait un de ses députés lors du débat budgétaire «il vaut mieux un peu d'inflation que des insurrections».

Giscard et Barre eux, ont en apparence opté pour la première solution. Le projet de budget 78 est dans la droite ligne du plan Barre. L'axe central explicitement avoué en est la limitation des salaires. Le pouvoir d'achat (compte tenu de l'indice truqué de l'Insee) n'augmenterait plus que de 1,7 % en 78 contre 2,1 % cette année. Les impôts — principalement les impôts indirects mais également l'impôt sur le revenu — augmenteraient de plus de 14%. La productivité croîtrait de 5% tandis qu'aucune amélioration du chômage n'est même escomptée. Par ailleurs aucune mesure nouvelle importante n'est prévue.

QUELLE EST LA RAISON DU CHOIX DU GOUVERNEMENT ?

La marge de manœuvre est limitée, tant vis à vis des entreprises qui refusent d'investir ou d'embaucher en raison des incertitudes politiques tant que la production n'a pas repris, que des autres pays impérialistes dont dépendent nos exportations. Un plan de relance n'aurait guère fait sentir ses effets sur l'emploi d'ici les élections.

Face à la division de la gauche, et aux incantations du RPR, Giscard et Barre préfèrent jouer la carte de la sérénité et de la fermeté, ce qui leur permet de se présenter en véritable garants de l'ordre et de la stabilité pour la bourgeoisie.

Le budget n'est pas exempt de mesures dont les visées électorales sont évidentes. Mais elles concernent des couches bien particulières dont les suffrages semblent plus faciles à gagner que ceux des travailleurs. Ainsi, envers les cadres dont une large part des revendications ont été satisfaites (relèvement des tranches du barème de l'impôt sur le revenu, suppression du blocage des hauts salaires, non déplatement des cotisations de Sécurité sociale...), les PME qui reçoivent des prêts et des subventions importantes, les personnes âgées qu'on espère acheter par quelques aumônes supplémentaires... et l'installation du téléphone, les rapatriés enfin, à qui Giscard a solennellement promis le remboursement de tout ce qui avait été acquis sur le dos des peuple colonisés.

Enfin le gouvernement a toujours la possibilité, si le besoin s'en fait sentir, de lancer un nouveau plan comportant quelques mesures spectaculaires, à un moment où elles pourront bénéficier d'une meilleure publicité.

Budget de transition ou pas, c'est un nouveau budget d'austérité qui nous attend pour l'instant.

Le contre-budget du PCF

DES CHIFFRES ET DES MOTS



Décidément le PCF ne laisse pas chômer ses économistes ! A peine ceux-ci ont-ils fini, à la direction de la Prévision, à l'INSEE ou dans les autres ministères, les travaux d'élaboration du budget pour Barre, qu'ils doivent s'y recoller pour Marchais ! Le projet n'apporte d'ailleurs rien de très nouveau en lui-même, par rapport au chiffre réalisé il y a quelques mois, et dont les éléments essentiels sont repris.

Les salaires seraient relevés en moyenne de 12,5% (soit moins qu'en 68), le SMIC passant à 2 200 francs et les augmentations s'étendant de manière différenciée jusqu'à 8 800 francs, salaire à partir duquel le pouvoir d'achat serait seulement maintenu. La hiérarchie des salaires serait ainsi ramenée de 1 à 9 (contre 1 à 12). Les prestations familiales et maladies seraient augmentées. Notons que le PCF propose «généreusement» de porter le minimum vieillesse et les allocations aux handicapés à 1 200 francs par mois (!) et les allocations chômage aux 2/3 du SMIC (!) pour les salaires uniques, et à la moitié du SMIC (!) pour

les autres et les jeunes à la recherche d'un premier emploi. Un nouveau barème d'impôt sur le revenu se traduirait par une diminution d'impôts jusqu'à 8 800 francs par mois (!) et une augmentation au-delà. Côté chômage, le PCF espère ramener le nombre de chômeurs à 1 million.

On n'oublie pas non plus les clients éventuels : les PME auraient droit à des allègements d'impôts et de cotisations sociales, les anciens combattants à une amélioration de leurs pensions, et bien entendu les rapatriés auraient droit à une nouvelle loi d'indemnisation.

DÉPENSES PRÉCISES ET FINANCEMENT INCERTAIN

Si, en ce qui concerne les dépenses, le chiffre est assez précis, par contre les moyens pour les financer sont toujours aussi incertains. Dans l'*Humanité* du 14 octobre, Wolinski, présentait le projet de contre-budget sous le thème «prendre l'argent des riches pour le donner aux pauvres». Si le problème était aussi simple que cela ! C'est pourtant sur une profession de foi

délibérément «optimiste» que s'appuie cette partie du contre-budget. On ne compte plus les économies réalisées, les gaspillages évités, et les prélèvements imposés aux monopoles et aux grandes fortunes. Les ressources proviennent essentiellement de réductions des prix sur les marchés publics et de la limitation des aides aux monopoles (20 milliards d'économie), d'un impôt sur le capital, et d'aménagements des impôts sur les sociétés et les hauts revenus (60 milliards en plus). Sachant qu'en 1977 les subventions de l'ensemble des administrations aux sociétés privées se sont élevées à 18 milliards, et que l'impôt sur les sociétés rapportera 40 milliards, on voit l'ampleur de l'écart qui nous sépare de l'objectif fixé ! Malgré toutes ces mesures, les entreprises investiraient malgré tout 30% de plus, embaucheraient 400 000 travailleurs, et n'augmenteraient leurs prix que de 6%. Quant aux exportations, elles augmenteraient de 8%, les autres pays capitalistes acceptant par contre une réduction relative de nos importations.

Ce n'est donc pas du côté de la logique écono-